

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique
Arabe

Journal **de** Palestine

Géopolitique et stratégie

N° 428 du 31.01

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 DeDefensa : Une tactique sans stratégie.

1-2 Silvia Cattori : **Le temps est venu d'appeler l'Etat terroriste d'Israël par son nom.**

1-3 Silvia Cattori : **D'avantage d'action politique hors de Palestine !**

2 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

2-1 Donald Macintyre : **Oui, les soldats israéliens ciblent les enfants:**

2-2 Tuée par Israël, dévorée par les chiens.

2-3 Ahmed Loutfi : **Israël a tout fait pour liquider les intellectuels palestiniens.**

2-4 Samera Esmeir : **Les horreurs de la paix d'Israël.**

3 Annexe

3-1 B. Michael : La guerre de Gaza en résumé.

3-2 Vivien Pertusot : La politique étrangère d'Obama sera ouverte d'esprit et... américaine.

3-3 La responsabilité des Etats-Unis dans les conflits du Moyen-Orient et le drame palestinien.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 DeDefensa : Une tactique sans stratégie.

Quel but fondamental poursuivent les Israéliens à Gaza?

Pour parler en termes militaires, puisque certains prétendent qu'il s'agit d'une "guerre", quelle est leur stratégie?

Une réponse abrupte nous vient d'un expert US fameux, représentant une tendance centrale de l'*establishment* stratégique washingtonien, avec toutes les références de crédit et d'honorabilité qui importent. Sur le site du CSIS de Georgetown University, où il tient une place de choix, Anthony H. Cordesman donne, le 9 janvier, son analyse de l'attaque israélienne contre Gaza.

On lit notamment une reprise du texte de Cordesman, sous la plume de Bernd Debusmann, sur Reuters, le 15 janvier, – Debusmann qui nous dit ceci: «*It's not often that a senior member of Washington's usually staid and cautious foreign policy establishment likens Israeli political leaders to donkeys and questions their competence. But the fighting in Gaza prompted Anthony Cordesman of the Center for Strategic and International Studies to do just that.*»

Dans son étude, Cordesman analyse d'abord les circonstances tactiques et reconnaît divers succès de l'IDF (Israel Defense Force) dans la "campagne" militaire en cours. Ce constat fait, que reste-t-il; ou, mieux dit, à quoi tout cela sert-il?

«*This raises a question that every Israeli and its supporters now needs to ask. What is the strategic purpose behind the present fighting? After two weeks of combat Olmert, Livni, and Barak have still not said a word that indicates that Israel will gain strategic or grand strategic benefits, or tactical benefits much larger than the gains it made from selectively striking key Hamas facilities early in the war. In fact, their silence raises haunting questions about whether they will repeat the same massive failures made by Israel's top political leadership during the Israeli-Hezbollah War in 2006. Has Israel somehow blundered into a steadily escalating war without a clear strategic goal or at least one it can credibly achieve? Will Israel end in empowering an enemy in political terms that it defeated in tactical terms? Will Israel's actions seriously damage the US position in the region, any hope of peace, as well as moderate Arab regimes and voices in the process?*

»*To be blunt, the answer so far seems to be yes. To paraphrase a comment about the British government's management of the British Army in World War I, lions seem to be led by donkeys. If Israel has a credible ceasefire plan that could really secure Gaza, it is not apparent. If Israel has a plan that could credibly destroy and replace Hamas, it is not apparent. If Israel has any plan to help the Gazans and move them back towards peace, it is not apparent. If Israel has any plan to use US or other friendly influence productively, it not apparent.*

»*As we have seen all too clearly from US mistakes, any leader can take a tough stand and claim that tactical gains are a meaningful victory. If this is all that Olmert, Livni, and Barak have for an answer, then they have disgraced themselves and damaged their country and their friends. If there is more, it is time to make such goals public and demonstrate how they can be achieved. The question is not whether the IDF learned the tactical lessons of the fighting in 2006. It is whether Israel's top political leadership has even minimal competence to lead them.*»

Cette analyse est largement partagée par la communauté des experts US, et on la trouvait déjà esquissée dans les commentaires furieux de Zbigniew Brzezinski. Si le jugement de Brzezinski concernait les Israéliens et les Palestiniens, il concerne en fait principalement les Israéliens parce que ce sont eux qui, aujourd'hui, ont pris l'initiative, parce qu'ils ont la puissance, et qu'ils exercent l'une et l'autre de façon massive, d'une façon qui met d'autant en évidence l'absence de stratégie de leur action.

Ces appréciations américanistes rendent compte, pour l'immédiat et le plus pressant, du malaise grandissant dans les relations entre les USA et Israël. Certains, comme Justin Raimondo, transcrivent ces signes de malaise en termes politiques, comme la marque d'une grave détérioration de ces relations entre les deux pays.

Ce "vide stratégique" de l'attaque contre Gaza est largement rencontré par le jugement étonnamment contradictoire des Israéliens, tel qu'il est rapporté par l'*Observer* du 11 janvier, notamment au travers de déclarations d'un militant israélien pour la paix. On y voit que, dans cette guerre suscitée essentiellement par la peur («*Why Israel's war is driven by fear*»), les Israéliens affirment être prêts pour la paix, ils sont partisans de la paix et d'une solution avec un Etat palestinien indépendant, mais par ailleurs ils assimilent les Palestiniens à des

terroristes, avec lesquels on ne peut par définition faire la paix. A "l'enfermement stratégique", à l'absence de stratégie, correspond un "enfermement psychologique" interdisant le développement rationnel à la pensée; interdisant d'établir un rapport entre le désir et la nécessité de la paix, et la possibilité de la paix. Il est absurde de vouloir la paix avec un interlocuteur dont on affirme parallèlement qu'il ne peut lui-même, par sa nature même, faire la paix. Lorsque Jeff Halper juge que les Israéliens sont "les otages de leur propre direction", on serait plutôt tenté de les voir otages de leur propre psychologie, éventuellement à l'image de leurs dirigeants, eux-mêmes avec une pensée construite selon la même psychologie.

«Jeff Halper, a veteran peace campaigner, says this is further evidence that Israeli public opinion is principally shaped by fear. "The Israeli public is being held hostage by its own leadership," he said. "This whole idea there's no partner for peace has been internalised by Israelis. Everything has been reduced in Israel to terrorism because Israel has eliminated the political context of occupation and claims it only wants peace and has made generous offers and the Arabs always reject them."

»"Seventy per cent of Israeli Jews say they don't want the occupation. They would be happy with the two-state solution. But what they say to us is: 'You don't have to talk to me about peace, I want peace. The Arabs won't let us because the Arabs are just terrorists.' There is in Israel a deeply held assumption that Arabs are our permanent enemies."»

Effectivement, il importe de mettre en parallèle cette attitude psychologique avec les conditions de l'offensive militaire. Si l'on s'en tient aux affirmations que nous rapporte Jeff Halper, le désir de paix avec les Palestiniens des Israéliens accompagné de l'affirmation de l'impossibilité pour les Palestiniens de faire la paix transcrit au niveau psychologique cette impuissance stratégique de l'IDF dans l'affrontement de Gaza. Le problème n'est pas ici de savoir ce que l'action entreprise réalise et va réaliser (discuter de savoir si l'action va conduire à la paix, ou si elle n'a aucune chance, etc.) mais bien d'observer que l'action est entreprise comme s'il n'y avait aucune chance par définition d'aboutir à la paix, quoi qu'il se passe. C'est pourquoi nous refusons le dénomination de "guerre" à cet événement, malgré son ampleur, le nombre de victimes, etc., parce que cet événement semble nier la fonction implicite de la guerre ("la poursuite de la politique par un autre moyen", pour arriver à une situation nouvelle qui permettrait d'envisager de nouvelles solutions politiques). A ce stade et dans ces conditions, l'événement est violence pure, c'est-à-dire, effectivement, comme nous l'avons déjà désignée, une "opération de police" dont le but n'est que de rétablir l'ordre, ou d'imposer le rétablissement de l'ordre, éventuellement après l'avoir troublé elle-même.

Voilà pour la réalité. Il y a aussi quelque chose du côté de la fiction, c'est-à-dire notre description virtualiste des événements. Pour comble d'avanie, les Israéliens sont là aussi perdants.

Autre époque ...

S'il n'y a pas de stratégie, ou s'il n'y a de "stratégie" dans cette affaire que dans la volonté des Israéliens d'arriver à une paix à faire avec une population dont ils disent qu'elle est incapable elle-même d'arriver à la paix, il est vrai alors que nous nous trouvons devant l'archétype, – archétype pour des raisons passionnelles diverses tenant à cette querelle israélo-palestinienne, – du conflit de la "grande guerre contre la terreur" (GWOT en acronyme du Pentagone). Nous nous trouvons dans une situation proche par cet aspect de la situation à l'irakienne (attaque de l'Irak par les USA, pour imposer à l'Irak une démocratie dont la plupart des dirigeants US pensaient que les Arabes, – les Irakiens, – sont incapables de l'appliquer d'une façon acceptable), dans une situation où, pour vaincre le terrorisme mythique, on expédie la stratégie de la réalité au mythe. De cette façon et sans surprise excessive, les Israéliens prolongent la période *neocoon* des USA, mais en l'enfermant dans l'exiguïté territoriale et dans l'impasse militaire démontrée de Gaza, – en la privant de l'ampleur utopique des plans néo-conservateurs (l'Iran, la Syrie, le Liban, le Soudan, etc., bref les sept guerres victorieuses prévues en 2001) qui eurent l'avantage de ne pas être confrontés dans leur totalité à la réalité.

Les Israéliens retardent non d'une guerre mais d'une époque; ils ne se sont pas aperçus qu'une crise systémique générale s'était déclarée le 15 septembre 2008. Nous nous trouvons dans la description virtualiste de la situation, héritée des huit années précédentes mais qui, elle aussi, progresse au rythme fou de la crise générale.

La réaction anti-israélienne, qu'on sent de plus en plus forte et profonde, paradoxalement chez ceux (les Anglo-Saxons) qui ont été les plus fidèles soutiens d'Israël depuis 2001 pour la phase actuelle, ressemble à une sorte de transfert psychologique. L'accusation de Cordesman pourrait s'exercer contre l'effort US en Irak et en Afghanistan; d'ailleurs, cela s'est vu et cela s'est lu chez lui. Mais, dans les conditions de tensions nouvelles (USA-Israël) qu'on est en train de découvrir, cette critique d'Israël prend une dimension révolutionnaire. Un transfert, effectivement, comme pour se débarrasser sur un autre de la fatigue du poids de tant d'erreurs qu'on commit soi-même. (Nous aurions là une des raisons supplémentaires de cette "alliance privilégiée" entre les USA et Israël, ou encore Israël comme bouc émissaire conceptuel des erreurs US, comme il est par ailleurs la base avancée du Pentagone et l'expérimentateur de ses bombes et de ses missiles.)

Dans de telles conditions, il est difficile de ne pas placer cette critique dans la même logique que celle qui conduit le secrétaire au Foreign Office Miliband à dénoncer la GWOT, comme nous l'avons vu hier. Les Britanniques, eux, ont senti qu'une sacrée crise éclatait le 15 septembre 2008, comme les Américains finalement. Il est temps de songer à se débarrasser de ses boulets encombrants que sont GWOT et tout le toutim ; le problème est, pour Israël, qu'il fait partie de ces boulets...

16 janvier 2009 —

www.dedefensa.org/article-une_tactique_sans_strategie_16_01_2009.html - 21k -

1-2 Silvia Cattori : Le temps est venu d'appeler l'Etat terroriste d'Israël par son nom.

Gaza, une victime qui appelle un monde nouveau

La sauvage agression israélienne qui a duré 22 jours, ôtant la vie à plus de 1500 Palestiniens, dont plus de 85 % étaient des civils, s'inscrit dans la longue chaîne d'assassinats et d'opérations d'épuration ethnique que les Palestiniens subissent au quotidien, de la part de la soldatesque israélienne, depuis 1948.

« Epuration ethnique », « génocide », politique « génocidaire », « camp de concentration », « exécutions sommaires », « pogroms », « holocauste », « ghetto », tous ces termes, abondamment utilisés par les médias quand il s'agissait de justifier la guerre de l'OTAN contre l'ex-Yougoslavie, sont-ils des termes tabous quand il s'agit de mettre Israël face aux crimes commis par ses troupes contre des civils, en violation du droit international et des Conventions de Genève ?

Force est de constater que, lors de ce carnage qui a provoqué la répulsion de millions de gens partout dans le monde, aucun média traditionnel n'a eu la décence d'appeler les choses par leur nom.

Combien de massacres l'armée israélienne pourra-t-elle encore perpétrer, dans cette région où elle est allée s'imposer par la force, avant que l'on ne qualifie enfin clairement ses agressions de génocidaires ?

Israël n'a en rien caché ses intentions homicides et les longs préparatifs qui ont conduit à ce gigantesque massacre. Pourtant, aucun média mainstream n'a daigné alerter l'opinion publique du fait troublant qu'en baptisant « Plomb durci » ce qui allait se révéler comme un des plus sinistres massacres des temps modernes, l'Etat d'Israël se référait à un texte de Haïm Nahman Bialik, qualifié de « poète des pogroms » [1]

Cela se dit, cela se sait que, dans les guerres et les conflits qui déchirent le Moyen Orient, en particulier, les rédactions occidentales occultent tout ce qui peut déranger les intérêts stratégiques d'Israël et des grandes puissances qui le protègent.

Depuis 2001, l'opinion publique sait que les prétendus principes pour lesquels l'administration Bush et l'Union européenne s'étaient engagés dans la lutte dite « anti-terroriste » n'avaient rien à voir ni avec la morale, ni avec les exigences de justice ou la défense des libertés ; mais que les gouvernements occidentaux se servaient de ces principes pour s'en prendre aux musulmans, faire peur à leurs citoyens, et restreindre les libertés publiques. Tout le monde peut observer que l'Etat d'Israël occupe une place à part, au-dessus de la loi commune, et que, nombre d'hommes et de femmes politiques et de journalistes abusent l'opinion publique, aidant ainsi Israël à camoufler ses crimes.

Le plus préoccupant est que ces journalistes et politiciens qui mentent sans vergogne et manipulent l'information pour innocenter Israël et justifier la poursuite de sa politique belliqueuse, agissent au vu et au su du monde, sans que cela ne suscite de réactions de la part des forces politiques ou des corporations de journalistes de leurs pays respectifs.

En France, le journaliste Alexandre Adler par exemple [2], calque manifestement ses prétendues analyses sur les thèses que les services attachés aux ambassades d'Israël répandent auprès des journalistes disposés à servir leurs intérêts [3]

Ce n'est donc pas M. Adler qui ira jamais éclairer l'opinion sur les buts réels des tournées effectuées par le président français Nicolas Sarkozy, et le Ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner, au Moyen Orient, ou sur les raisons profondes de leur zèle à vouloir -durant la présidence européenne- faire entrer Israël dans l'Union Européenne ou l'« Union pour la Méditerranée ». Par contre, il répétera inlassablement que le Hamas est armé par l'Iran, sans en apporter jamais la moindre preuve, et que l'Iran est la plus grande menace pour le monde, parce que cela correspond à la propagande qu'Israël souhaite répandre. Ainsi, la menace réelle que représente Israël est toujours occultée pour être attribuée à ceux qui seront sa prochaine cible : le Hamas, l'Iran, ou la Syrie. Les citoyens ne sont plus des enfants de cœur. Ils ont dû se rendre à la triste évidence : que nombre de politiciens, journalistes, prétendus défenseurs des droits de l'homme, ont un parti pris communautaire, ne s'encombrent pas de principes moraux et se montrent dépourvus de toute décence.

Cela peut être particulièrement bien compris et dénoncé grâce aux nouveaux médias. Ainsi, qui souhaite connaître la vérité peut savoir que M. Sarkozy n'est pas allé au Moyen Orient début janvier pour « chercher un cessez-le-feu », comme les journalistes aux ordres l'ont expliqué, mais pour aider Israël à éliminer le mouvement et le gouvernement légitimement élu du Hamas.

Quand, le 5 janvier 2009 par exemple, M. Sarkozy est allé faire sa tournée, ce n'était pas pour exiger d'Israël la cessation des bombardements qui ensanglantaient Gaza, mais pour faire traîner les choses, « pour offrir à Israël une couverture européenne et pour lui permettre de poursuivre l'holocauste d'une population isolée, assiégée et affamée. Chaque jour, les éléments de la conspiration apparaissent un peu plus clairement », s'indignait le journaliste arabe Abdel Bari Atwan qui, lui, n'a pas peur d'appeler un chat un chat [4].

Les femmes qui ont cru en l'humanité particulière des femmes en politique, doivent aujourd'hui plus que jamais déchanter et se tenir pour dit que leurs consœurs, une fois au pouvoir, ne sont ni moins lâches que leurs homologues masculins, ni plus sensibles qu'eux à la souffrance des femmes et des enfants que les missiles israéliens pulvérisent.

Nous avons plusieurs fois documenté les manquements de la Cheffe de la politique étrangère suisse, Mme Calmy-Rey [5]. Nous avons déploré la timidité de ses prises de position et qu'elle n'ait jamais pris de véritables risques politiques susceptibles de mettre sa carrière en jeu, pour tenter de sauver des vies, et servir les exigences de justice.

Mais que dire alors de la Conseillère nationale Martine Brunschwig Graf [6], que les citoyens suisses ont vue, au 20ème jour de cette guerre sauvage, devant le palais du gouvernement fédéral à Berne, soutenir publiquement Israël lors d'une manifestation réunie à l'appel de la « Société Suisse-Israël » ? Ainsi, au moment même où l'Etat d'Israël jetait toute la population de Gaza dans l'effroi et la mort, son discours était tout entier consacré à la nécessité pour le monde d'assurer la sécurité d'Israël !

Plus révoltant encore pour cette population traumatisée qui se relevait à peine de ses blessures, fut d'entendre, le 21 janvier, la déclaration de la commissaire européenne chargée des Relations extérieures, Mme Benita Ferrero-Waldner.

Alors qu'il y a à Gaza cent mille personnes à la rue ou déplacées, privées de tout, qui attendent, entre agonie et espoir, des solutions urgentes, Mme Ferrero-Waldner n'a eu aucun scrupule à faire sienne la position du bourreau israélien et à affirmer que la reconstruction de bâtiments et d'infrastructures à Gaza ne « *débuterait que lorsque l'Union Européenne aurait un partenaire palestinien acceptable* », et que la confrontation du Hamas avec Israël « *était un obstacle aux perspectives d'une vie meilleure pour le peuple de Gaza* », et donc que le Hamas devait être écarté de la reconstruction de Gaza.

La population de Gaza a ainsi été avisée : si elle continue de soutenir le Hamas, élu pourtant démocratiquement en 2006, elle va devoir en payer le prix !

Outré par ces propos, l'intellectuel palestinien Omar Barghouti, s'est exclamé : « *Ce n'est pas que les personnalités officielles de l'Union Européenne soient particulièrement morales, dotées de principes ou de quelques décence humaine, mais Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne chargée des Relations extérieures, entrera peut-être dans l'histoire comme l'une des politiciennes européennes les plus répugnantes et racistes de tous les temps.*

A Gaza, l'Union Européenne - et nombres de personnalité politiques dans le monde - a non seulement perdu tout semblant d'engagement en faveur des droits de l'homme ou du droit international, mais elle s'est mise à rivaliser avec les Etats-Unis dans son mépris total à l'égard de populations arabes ravalées au rang d'humains de deuxième catégorie.

Il faut aussi noter, comme l'a montré l'échec du sommet arabe au Koweït, que les gouvernements d'Arabie Saoudite, d'Egypte - et l'Autorité Palestinienne de Ramallah - sont tous partie prenante du plan Etats-Unis - Union Européenne - Israël qui consiste à utiliser la reconstruction comme un moyen de chantage, pour parfaire tout ce que la force armée israélienne a finalement échoué à parachever : un « changement de régime » à Gaza et une soumission totale des Palestiniens à la volonté d'Israël. »

Toutes ces manœuvres politiques servent à appuyer la volonté d'Israël et de ses alliés de continuer à faire du Fatah (le parti corrompu de Mahmoud Abbas), la « *clé pour organiser l'aide internationale* » selon Mme Ferrero-Waldner. Ce qui revient à donner raison aux criminels qui ont détruit Gaza et accusent le Hamas d'être « *responsable de sa destruction* ».

Au lendemain des massacres à Gaza, avec le dîner offert par M. Olmert à Jérusalem, que les leaders espagnol, allemand, italien, français, britannique et tchèque se sont apparemment complus à partager cordialement, les propos de Mme Ferrero-Waldner viennent couronner des années de complicité honteuse de l'Union Européenne avec la politique criminelle menée par Israël.

Rien - ni les centaines d'enfants mutilés à jamais, ni le fait que l'armée israélienne ait fait usage d'armes chimio-toxiques et radiotoxiques qui exposent la population de Gaza à des maladies graves et à des cancers - ne semble avoir particulièrement ému ou ébranlé ces femmes de fer, peu sensibles à la souffrance des Arabes et surtout soucieuses de la prétendue « *sécurité* » de l'Etat juif.

Il n'y a pas de démocratie quand les droits de l'homme sont à géométrie variable, lorsqu'il s'agit de punir les peuples qui ne votent pas pour les mouvements politiques que l'Occident veut leur imposer par la force, et de les empêcher de se soulever contre leurs bourreaux.

Tout cela doit nous appeler à réagir.

Seule la justice peut assurer aux êtres humains leur dignité. Il est temps que les membres d'associations et de partis manifestent publiquement leur dégoût et osent enfin dénoncer les dérives de ces responsables politiques qui mènent nos sociétés vers la loi de la jungle.

Alors qu'à Genève, le Conseil d'Etat interdit aux partis progressistes de manifester le 31 janvier (le jour même où les autorités suisses, s'apprêtent à accueillir le criminel de guerre Shimon Peres), le rapporteur de l'ONU pour les territoires palestiniens Richard Falk, ne s'est, lui, jamais compromis avec l'occupant. Le 22 janvier, il a encore accusé l'Etat d'Israël de commettre des « *crimes de guerre* » systématiques et déclaré que les habitants de Gaza assiégés rappelaient « *les pires souvenirs du ghetto de Varsovie* » [7]

D'autres (trop) rares personnalités, se sont également honorées, comme le Président de l'Assemblée de l'ONU Miguel d'Escoto Brockmann, en dénonçant sans compromis les crimes commis par Israël.

Il faut leur rendre hommage et suivre leur exemple.

Silvia Cattori

23 JANVIER 2009

[1] Haïm Nahman Bialik est connu pour son poème « La ville du massacre », écrit après un pogrom qui avait entraîné la mort de quarante-neuf Juifs en 1903, en Russie. La guerre unilatérale israélienne contre Gaza de 2008-2009, a été lancée le jour de la fête juive de Hanouka. Elle a été baptisée « *Plomb durci* » en référence à un des contes de Haïm Nahman Bialik où il est question d'une toupie en plomb durci.

[2] Coqueluche des médias français, engagé dans la communauté juive, Alexandre Adler est un ardent défenseur de l'État juif d'Israël.

[3] Sur les techniques de manipulations utilisées dans chaque pays du monde par les services de propagande israéliens, le journaliste italien Giorgio S. Frankel est bien informé. Il a été lui-même contacté par le numéro deux de l'ambassade israélienne en Italie ; il a pu voir comment leurs services transmettaient à ceux qui le voulaient des informations fausses, leur préparaient des articles destinés à incriminer le Hezbollah, etc. En ce qui concerne l'Italie, il cite comme exemples emblématiques de cette information de propagande qui unit services secrets, journalisme et diplomatie, les journalistes Giorgio Romano et Vittorio Segre.

[4] Dans *Al-Quds Al-Arabi*, le 7 janvier 2009.

[5] Voir :

« [Nous pressons nos gouvernements de mettre immédiatement fin au carnage](#) », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 7 janvier 2009.

« [Ceux qui ont le pouvoir de condamner se taisent](#) » par Silvia Cattori, *silviacattori.net*, 4 janvier 2009.

« [La diplomatie suisse en accusation](#) », par Silvia Cattori, *Mondialisation*, 29 septembre 2008.

[6] Martine Brunschwig Graf, femme politique suisse, conseillère nationale depuis 2003, Ancienne Présidente du Conseil d'Etat genevois, présidente de l'Association pour la prévention de la torture, co-présidente de l'Association de soutien à la mise en place d'une institution suisse pour la promotion des droits humains, présidente de la Fondation pour l'enseignement du judaïsme de l'Université de Lausanne. Sur son blog elle écrit : « *Etre libérale, c'est être humaniste. Etre libérale et s'engager pour la promotion des droits humains...* ».

[7] Voir : « [Falk likens Gaza to Warsaw Ghetto](#) », *Press TV*, 22 janvier 2009.

1-3 Silvia Cattori : Davantage d'action politique hors de Palestine !

Si les responsables de la solidarité internationale continuent de fourvoyer leurs militants dans des analyses erronées et des actions inefficaces, ils ne pourront pas empêcher le prochain massacre en Palestine, plus terrible encore. A la lumière de l'effroyable carnage qui vient de frapper Gaza, les appels des analystes palestiniens qui s'expriment ici (*) prennent une résonance tragique. Il n'y a plus une minute à perdre. Il est impératif que les militants consacrent toutes leurs énergies à agir auprès de leurs gouvernements pour les contraindre à mettre fin à la scandaleuse impunité dont jouit Israël. Le parlementaire européen Giulietto Chiesa, ne dit pas autre chose(**) : « Les voyages de solidarité, le tourisme de solidarité en Palestine, cela ne fonctionne pas. Je sais que c'est ici, chez nous, que nous devons agir si nous prétendons peser sur les événements ! »

En 2008, l'Etat juif d'Israël a célébré 60 ans d'existence. Une existence bâtie sur le vol des terres arabes, les massacres, et l'épuration ethnique des Palestiniens commencée en 1948 et toujours en cours. Depuis ce triste et humiliant anniversaire, le peuple palestinien, se trouve dans la situation la plus dramatique de sa sombre histoire. A Gaza – où le mouvement Hamas, porté au pouvoir par un scrutin parfaitement démocratique, continue d'être la cible de l'armée israélienne – la population, qui lui a accordé sa confiance, est toujours soumise à un blocus impitoyable et à une punition collective sur lesquels la soi-disant « communauté internationale » ferme les yeux. Tandis qu'en cette autre partie de la Palestine occupée, la Cisjordanie, l'Autorité Palestinienne appartenant au parti Fatah, appuyée par l'Union européenne et les Etats-Unis, collabore toujours ouvertement avec l'occupant et continue de s'associer avec lui pour faire la chasse aux résistants.

Quant au mouvement international de solidarité, il a matière à s'interroger sur son impuissance à peser sur la politique suivie par les Etats-Unis et les gouvernements européens vis-à-vis d'Israël, et sur le bon usage ou la pertinence du soutien qu'il a apporté aux Palestiniens.

Dans une telle situation, si ce mouvement de solidarité veut « *exister réellement, non comme l'auxiliaire d'un prétendu « processus de paix » mais comme un acteur pouvant contribuer à remettre en cause le rapport de forces et à aider réellement les Palestiniens par des actions durables et efficaces à même d'isoler l'Etat d'Israël* », il doit agir « *dans l'affirmation sans ambiguïté d'une solidarité totale avec les exigences constantes du Peuple palestinien dans sa résistance à la conquête coloniale et au nettoyage ethnique.* » [1]

Etre solidaire avec les Palestiniens, c'est d'abord commencer à écouter ce qu'ils ont à dire sur le genre d'action à mener, au lieu de parler à leur place comme cela a généralement été le cas jusqu'ici. C'est aussi se rappeler que l'appel au boycottage d'Israël, lancé par 172 organisations palestiniennes, en juillet 2005, est resté quasiment sans réponse hors des pays anglo-saxons.

L'opinion d'un Palestinien, à Jérusalem occupée

Nous avons demandé à Omar Barghouti, un analyste palestinien dans les domaines politique et culturel, de quelle sorte de soutien les Palestiniens ont le plus besoin et ce qu'ils attendent, à cet égard, de la part du mouvement international de solidarité. Il a répondu sans aucune hésitation :

« J'ai publié récemment un article concernant ce dont nous avons besoin [2]. En résumé, je souligne que l'assistance humanitaire est bonne et nécessaire si, et seulement si, elle est accompagnée par une action politique continue pour mettre fin à l'occupation israélienne et à l'apartheid.

Ce dont nous avons besoin plus que tout, en ce moment, est de tenir Israël pour responsable de ses graves et systématiques violations du droit international, et de mettre fin à la scandaleuse impunité dont il jouit, particulièrement en Occident. Israël est en train de commettre, dans les territoires occupés de Gaza et de Cisjordanie, y compris Jérusalem, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre en utilisant une méthode très graduelle, sophistiquée et masquée, destinée à faire accepter sans bruit son nettoyage ethnique au coup par

coup. C'est cela qu'il est le plus important de dénoncer et de combattre efficacement en ce moment, principalement par le biais de mesures de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) [3]. Si ces mesures ne sont pas appliquées maintenant, alors quand le seront-elles ? »

Dans son article, Omar Barghouti écrivait alors :

« Les projets qui soutiennent la fermeté des Palestiniens sous l'occupation, que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation, du social, et même dans le domaine politique, sont d'une importance cruciale et sont toujours indispensables. Beaucoup de Palestiniens, particulièrement parmi les plus vulnérables, ne pourraient, sans ces projets, survivre à la cruauté de l'occupation.

Nous apprécions énormément l'appui de ces projets - au moins de ceux qui ne sont ni corrompus ni corrupteurs, comme c'est le cas de beaucoup.

Mais cela ne signifie pas que nous soyons un seul instant convaincus que ces projets – qui sont davantage des témoignages de soutien à une notion abstraite de « paix » - peuvent, à eux seuls, faire avancer notre combat pour la liberté et la justice.

C'est seulement en mettant fin à l'occupation et à l'apartheid qu'on pourra y arriver. Et, nous le savons par expérience, la façon la plus sûre, qui se justifie le plus moralement, est de traiter Israël comme on a traité l'Afrique du Sud, en appliquant contre cet Etat les diverses mesures de BDS, adaptées au contexte et mises au point. Il n'y a pas de meilleure façon d'arriver à une juste paix en Palestine et dans la région toute entière. »

Nous avons aussi demandé à un politologue palestinien de 36 ans [4], résidant à Gaza, d'exprimer son point de vue. Sa réponse n'est pas différente de celle d'Omar Barghouti. De l'avis de cette jeune génération de Palestiniens, la meilleure forme de solidarité, que les militants internationaux puissent fournir, est politique. Et ce travail politique devrait être mené à l'extérieur de la Palestine, dans leurs pays respectifs.

L'opinion d'un Palestinien à Gaza

« Que nous soyons d'accord ou non avec l'action et l'attitude que ces internationaux qui viennent en Palestine ont à notre égard, nous devons être accueillants avec tous. Nous sommes dans la position des gens sans défense ; il est logique que nous accueillions aimablement ceux qui viennent chez nous par solidarité. Les gens qui souffrent, et qui se trouvent dans une position de faiblesse, sont comme cela.

Mais la présence de militants internationaux n'est pas nécessairement ce dont nous avons besoin ici. Ce dont nous avons besoin, c'est qu'ils agissent en-dehors de la Palestine, pas ici en Palestine. Ici, c'est l'affaire des Palestiniens.

Après tant d'années, nous en avons un peu assez de ces "volontaires internationaux", ou de ces "missions civiles", qui viennent de temps en temps pour montrer leur soutien. C'est quelque chose qui se répète, qui n'apporte rien de bon aux gens en général, et n'a pas d'impact utile pour notre cause.

L'impact de ces militants serait beaucoup plus efficace s'ils mettaient les décideurs sous pression afin de les pousser à prendre leurs responsabilités pour supprimer les souffrances infligées à notre nation toute entière, victime d'une occupation injustifiée de ses terres.

La véritable cause palestinienne est politique ; elle n'est pas humanitaire. Ce n'est pas une crise humanitaire naturelle, la nôtre ! Il s'agit d'un désastre humanitaire organisé politiquement et militairement par Israël et ses alliés !

Les militants doivent la traiter politiquement. De nombreuses associations fournissent de l'aide, montent des projets comme bon leur semble. Vous devriez aller voir ce que sont les conditions de vie des gens dans un camp de réfugiés ! Les réfugiés ne sont pas un cas humanitaire qui aurait besoin de l'aide de ces internationaux. Non ; leur cas est politique. C'est la raison pour laquelle les mouvements de solidarité devraient agir politiquement ; et non sous la forme d'une assistance sur le plan humanitaire ou des droits de l'homme.

Cela leur permettrait d'épargner beaucoup d'efforts inutiles s'ils s'engageaient activement, hors de la Palestine, à faire pression sur les décisions de leurs gouvernements en vue de parvenir à un changement ici. C'est cela qui est nécessaire.

Les militants du mouvement de solidarité et des droits humains, qui veulent soutenir honnêtement la cause palestinienne, doivent faire plus que cela. Ils doivent s'adresser à leurs gouvernements, à leurs autorités politiques, au sujet des véritables causes du conflit palestinien, au sujet du peuple palestinien qui est, en permanence, la victime d'Israël ; c'est cela qui doit être fait.

Les responsables au sein du mouvement de solidarité doivent inciter leurs membres à lutter et à user de leur influence, auprès de toute personnalité politique au sein de leurs gouvernements, en vue d'aborder les véritables souffrances du peuple palestinien sous occupation israélienne.

Ce qui est vraiment nécessaire est de faire passer très clairement leur message auprès des autorités qui, dans leurs pays, peuvent influencer sur ce qui se passe dans cette partie du monde. Il faut qu'ils s'adressent à leurs gouvernements de manière efficace ; qu'ils leur demandent pourquoi ils se placent toujours aux côtés de certains groupes en Palestine (l'Autorité Palestinienne du Fatah et l'OLP) et refusent de soutenir les autorités élues du Hamas, au détriment des 1,6 million d'habitants de Gaza, réfugiés de l'épuration ethnique de 1948, et victimes aujourd'hui d'un occupant qui les affaiblit et les épuise jour après jour, psychologiquement, socialement, et politiquement.

Il existe de très nombreuses résolutions des Nations Unies en faveur des Palestiniens. Les militants doivent d'abord s'emparer de ces résolutions et les reconsidérer en vue d'arriver à résoudre cette question. C'est ce dont nous avons besoin.

L'occupation des terres palestiniennes par les Israéliens est parfaitement connue par les politiciens et les décideurs au niveau des Nations Unies, au niveau de l'Union européenne, au niveau des États-Unis. Mais aucun

d'eux n'agira tant qu'ils ne seront pas soumis à une énorme pression de la part des citoyens. Quand les mouvements de solidarité engageront leurs membres à agir dans ce sens, à aller dans cette perspective politique, leur action sera alors très utile pour le peuple palestinien.

Il aurait dû y avoir une forme ou une autre d'intervention de la part de l'un ou l'autre des gouvernements européens. Rester sur le côté à regarder en laissant les seuls Etats-Unis à être exclusivement impliqués dans la résolution du conflit israélo-palestinien, alors que l'on sait très bien que les Etats-Unis n'ont jamais jusqu'ici aidé à résoudre le problème, c'est, *de facto*, aider Israël à nous écraser.

Pire : si vos gouvernements, et les groupes de solidarité, travaillent avec les diplomates et les représentants de cette Autorité Palestinienne de Ramallah, qui opprime son peuple et incite l'Egypte et Israël à fermer la bande de Gaza et à nous affamer, qu'est-ce que c'est ?

Les Occidentaux voient les Palestiniens comme représentés par le Hamas ou le Fatah et l'OLP. Nous déplorons cette tendance des gouvernements, et même de responsables de la solidarité, à considérer notre situation en termes d'un groupe de "radicaux" et d'un groupe de "modérés", et à fournir une aide à l'un et pas à l'autre. Les Palestiniens ne sont représentés ni par le Fatah ni par le Hamas. La Palestine est la Palestine ; ce n'est pas une chose que vous pouvez diviser.

Les mouvements de solidarité, les intervenants politiques, devraient donc considérer la question palestinienne comme un seul corps, comme une seule voix. Ils devraient exiger qu'il y ait de la part de toutes les instances internationales une sorte de grand réexamen de la cause palestinienne. Ils ne devraient pas, comme ils le font, présenter les problèmes liés à la question palestinienne, à partir de 1967, mais de 1948 ».

Question : *Etes-vous alors sceptique quant à l'utilité de ces internationaux qui, depuis l'été dernier, arrivent à Gaza par bateau, pour briser le siège, et qui appellent des volontaires à venir s'établir de façon prolongée à Gaza ? N'envoient-ils pas un message politique en faveur des droits Humains des habitants de Gaza et de leurs droits sur leurs eaux territoriales ?*

« Des gens comme les Palestiniens de Gaza qui sont soumis à un siège depuis un an et demi, ne peuvent rien faire d'autre que d'accueillir sur leur terre une telle solidarité. Ils ne peuvent pas la refuser ; ils ont besoin de voir qu'il y a, à l'extérieur, un soutien et une préoccupation à leur égard.

Mais, très honnêtement, je pense que, en fait, les premiers « activistes » de « Free Gaza » qui sont arrivés à Gaza en août, avec le premier bateau, auraient suffi. Leur action a atteint son but ; elle a envoyé au monde le message qu'il y a, à Gaza, une population qui a besoin d'être soulagée. Ils ont été très bien reçus par le Gouvernement du Hamas. Cela suffisait.

Nous craignons fort que si ces militants, reviennent ici périodiquement et restent sur place, ils finiront, avec le temps, par fatiguer voire agacer les résidents. Les gens vont dire : « Quel genre d'action mènent-ils ? Qu'est-ce que ces gens font vraiment pour nous ? »

Ces internationaux qui viennent en ce moment, sous la bannière du Mouvement « Free Gaza », par exemple, sont une sorte de prolongement des campagnes que nous avons déjà connues au cours des dernières décennies du conflit israélo-palestinien. Ils sont ignorés par la majorité des gens ici. Ils ne sont connus et appréciés que par certaines institutions, partis politiques et ONG qui sont en contact avec le monde extérieur ; cela est vraiment alarmant.

La plupart des actions menées par des internationaux à l'intérieur de la Palestine sont un gaspillage de temps et d'argent. Quant aux bateaux qui apportent des marchandises, ils sont les bienvenus. Pour autant qu'ils soient hors de toute instrumentalisation.

Les Palestiniens sont capables de prendre soin de leur vie ; ils sont capables de faire face à leurs difficultés politiques. C'est leur vie : ils vivent comme réfugiés depuis 60 ans [5] et ils peuvent faire face à cette tragique situation.

Après 60 ans, et les choses allant de mal en pis, ce qu'il faut maintenant de la part des militants, c'est agir dehors pour mettre fin à l'occupation de la manière la plus efficace. Il devrait y avoir une sorte d'action décisive de l'extérieur à l'égard des souffrances des Palestiniens et de la cause palestinienne ; des actions politiques qui obligent les décideurs à agir.

Je le répète : le plus grand problème pour les Palestiniens est l'inaction des décideurs politiques dans le monde et leur parti pris en faveur des forces qui collaborent avec l'occupant illégal. Cette inaction au sein de la « communauté internationale » est possible parce que les militants de la solidarité ne répondent pas de manière adéquate à ce dont nous avons besoin et que nous demandons depuis tant d'années.

Les militants du mouvement de solidarité doivent interpeller leurs autorités, les harceler, organiser des manifestations de protestation pour faire réagir leurs gouvernements.

Nous attendons de tous ceux qui disent vouloir nous aider qu'ils consacrent leurs efforts et leur temps à faire ce travail de *lobbying* à l'extérieur, dans leurs propres pays, pas ici. Seule cette pression politique ferme et inlassable sur les gouvernements et l'opinion en Occident, peut nous aider à trouver une solution qui mette fin à l'occupation coloniale ; c'est la chose la plus importante à faire maintenant. »

Question : *Avez-vous été surpris par le fait que la marine israélienne a jusqu'à présent laissé passer les bateaux du Mouvement Free Gaza, mais a repoussé le bateau chargé d'aide humanitaire envoyé par la Lybie, et a refusé une demande du Qatar [6] ?*

« Vous savez très bien que, si la marine israélienne ne veut pas laisser passer un bateau, personne ne pourra pénétrer dans les eaux territoriales de Gaza.

Israël contrôle tous les aspects de la vie des Palestiniens, la terre, la mer, et les airs. Pensez-vous que, si les Israéliens ne voulaient pas le leur permettre, les bateaux du Mouvement Free Gaza auraient pu entrer et qu'ils

pourraient dire « qu'ils brisent le siège » ? Alors, de quoi parlent ces organisateurs de Free Gaza ? Ont-ils brisé le siège ? C'est la puissance occupante israélienne qui contrôle tout ; même les bateaux de Free Gaza.

Un responsable israélien avait fini par affirmer, au sujet de Free Gaza, qu'Israël permettait qu'un tel bateau humanitaire accède à Gaza. Mais, quand un bateau humanitaire libyen a voulu faire de même, Israël lui a interdit de s'approcher de Gaza. Le ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré que ce bateau libyen avait été bloqué parce que le siège de Gaza fait partie d'une pression politique exercée sur ceux qui gouvernent Gaza, c'est-à-dire le Hamas.

Cette justification donnée par des occupants illégaux est acceptée par ces acteurs internationaux qui se limitent à regarder les choses de loin sans entreprendre la moindre action. Mais cette complicité n'est pas seulement le fait de ces acteurs internationaux qui n'aiment pas ceux qui gouvernent Gaza ; elle est aussi, malheureusement, le fait de certains gouvernements arabes. Et de partis et groupes palestiniens. »

Question : Selon la façon dont elles sont pratiquées, les actions de solidarité peuvent-elles être contre-productives, et même contribuer à vous diviser en soutenant une partie et pas l'autre ?

« La solution à tous ces problèmes est d'aider les Palestiniens à s'unir et à s'asseoir à une table de négociations, de trouver une solution à leurs divisions, et de résoudre les problèmes qui sont apparus il y a plus d'une année et demie.

Le mouvement de solidarité ne doit pas venir ajouter davantage de difficultés à cette situation terriblement compliquée. »

Silvia Cattori

(*) Interrogés quelques jours avant le carnage israélien contre la population de Gaza.

(**) Lors du Séminaire international organisé par ISM-Italia (sans aucun lien avec ISM France) et Forum Palestine : « La guerre israélo-occidentale contre Gaza » au Centre Congrès Cavour de Rome le 24 janvier 2009

[1] Voir : « [Palestine, 60 ans après : le partage ou la paix](#) », par Pierre-Yves Salingue, *mondialisation.ca*, 14 mai 2008.

[2] Voir : « [Les groupes de solidarité avec la Palestine et le boycott d'Israël](#) », par Omar Barghouti, *Info-Palestine.net*, 24 octobre 2008.

[3] Voir : « [Palestinian Civil Society Calls for Boycott, Divestment and Sanctions against Israel until it Complies with International Law and Universal Principles of Human Rights](#) », *PACBI*, 9 juillet 2005.

[4] Nous apprécions beaucoup la franchise avec laquelle ce politologue Palestinien, s'exprime ici. Nous ne voulons pas l'exposer à des problèmes, c'est pourquoi nous avons décidé de ne pas donner son nom.

[5] 70% des résidents de Gaza sont des réfugiés. Ils vivent dans des conditions misérables. Ils ont un fort esprit de résistance. C'est pour cette raison qu'Israël mène contre les réfugiés une guerre si terrible et sanglante. Quand les Israéliens disent qu'ils luttent contre le Hamas, c'est en fait contre les réfugiés qu'ils font la guerre, avec l'objectif de supprimer toute résistance.

[6] Israël a interdit au navire libyen « *Al Marwa* » d'entrer dans les eaux territoriales de Gaza. Le navire chargé de 3 tonnes d'aide humanitaire et de médicaments – qui devait être le premier d'une série de bateaux arabes – devait atteindre le port de Gaza au début de décembre.

Quelques jours plus tard, Israël a également refusé au Qatar l'envoi de médicaments par bateau.

Silvia Cattori est journaliste suisse.

27-01

http://www.palestine-solidarite.org:80/analyses.Silvia_Cattori.270109.htm

<http://www.mondialisation.ca:80/index.php?context=va&aid=12045>

2 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Donald Macintyre : **Oui, les soldats israéliens ciblent les enfants.**

L'ARMEE ISRAELIENNE EXECUTE DELIBEREMENT DES ENFANTS PALESTINIENS.

Oui, les soldats israéliens ciblent les enfants. Ci-dessous le témoignage de Khaled Abed Rabbo publié hier dans le quotidien britannique The Independent.

On aura bientôt celui des médecins égyptiens qui ont vu arriver des enfants paralysés ou dans le coma après avoir reçu une ou plusieurs balles, tirées de près. Nous rappelons que le sous-préfet Bruno Guigue avait été limogé pour avoir fait ce constat.

Khaled Abed Rabbo, dans les ruines de sa maison familiale, détruite pendant les massacres israéliens (AP) "Un père palestinien affligé dit que ses enfants ont été abattus après que sa famille obéissait aux ordres des soldats de quitter leur maison de Gaza.

Un père palestinien a soutenu qu'il a vu deux de ses fillettes être abattues et une autre très gravement blessées par un soldat israélien qui est sorti d'un char à l'arrêt et a ouvert le feu sur sa famille, tandis qu'ils obéissaient à l'ordre donné par les forces israéliennes de quitter leur maison.

Khaled Abed Rabbo a déclaré qu'Amal, deux ans, et Souad, sept ans, ont été abattues sous les tirs du fusil semi-automatique du soldat. Sa troisième fille, Samer, quatre ans, a été évacuée vers l'unité de soins intensifs d'un hôpital belge, après avoir reçu des blessures critiques à la colonne vertébrale. Selon le père, elles auraient été faites dans l'attaque du début de l'offensive terrestre par Israël.

Hier, M. Abed Rabbo se tenait près de sa maison, ensuite détruite, en périphérie Est de la ville de Djalabya, au nord de Gaza. Il a décrit comment un char était stationné à l'extérieur du bâtiment, à 12h50 le 7 janvier dernier, et ordonné en arabe à la famille, par mégaphone, de quitter la maison. Il a dit que sa mère, âgée de 60 ans, avait reçu un tir alors qu'elle partait avec son fils, sa fille et ses trois petits enfants, en agitant son foulard blanc.

« Deux soldats se trouvaient sur le char et mangeaient des chips, puis un homme en est sorti avec un fusil et a commencé à tirer sur les enfants », a déclaré M. Abed Rabbo, qui perçoit un salaire de policier de l'Autorité Palestinienne, à Ramallah, dominée par le Fatah. La famille dit que l'arme qui a été utilisée par le soldat était un M16 et que la première à avoir été touchée était Amal. M. Abed Rabbo a dit que Souad a été ensuite abattue par, soutient-il, 12 balles, et ensuite, ce fut le tour de Samer.

Ce soldat qui a tiré avait, selon M. Rabbo, des « anglaises » [les mèches frisées que portent les orthodoxes] visibles sous casque. La petite minorité de Juifs ultra-orthodoxes qui servent dans l'armée sont dans une unité qui n'a pas pris part à l'offensive de Gaza et seuls un petit nombre de colons qui approuvent cette coiffure servent dans d'autres unités.

Jusqu'à présent, il a été impossible de vérifier de façon indépendante l'affirmation de M. Abed Rabbo et l'armée a déclaré hier soir que les Forces de Défense d'Israël « ne visent pas les civils, seulement les terroristes du Hamas et leurs infrastructures ». Elles ont ajouté : « Tshal enquête sur diverses accusations concernant l'Opération Plomb Durci et à la fin de son enquête elle répondra en conséquence. »

Ce district s'appelle Abed Rabbo, d'après le nom de la grande famille qui y vit sur la plus grande partie. L'épais toit de béton de la maison pend désormais à plus de 45 degrés et au moins trois autres bâtiments importants ont été rasés dans le voisinage immédiat, semi-rural et agricole. Khaled Abed Rabbo a dit qu'il y avait eu un délai avant que l'ambulance ne puisse atteindre le bâtiment, parce que la route qui arrive de l'ouest a été rendue impraticable par les chenilles des chars.

Les soldats ont fini par laisser la famille partir à pied, a-t-il déclaré. Il a ajouté qu'ils avaient marché deux kilomètres avant de trouver un véhicule pour les emmener à l'hôpital Kamal Adwan. Il a déclaré : « Je portait Souad, qui était morte, ma femme portait Amal et mon frère Ibrahim portait Samer. »

Il a ajouté : « Nous ne sommes pas du Hamas. Mes enfants n'étaient pas du Hamas. Et s'ils devaient tirer sur quelqu'un ç'aurait dû être moi. » Il a ajouté : « Je veux que la communauté internationale et la Croix Rouge Internationale demandent à Israël pourquoi ils nous ont fait cela. Ils parlent de démocratie mais est-ce la démocratie de tuer des enfants ? Que leur avaient fait les enfants ? Qu'avaient-ils à faire de ma maison ? Ils ont détruit ma vie. »

La ville de Gaza montre des signes de retour à une forme de normale alors que plus de boutiques rouvrent. Les bureaux de la principale compagnie de téléphone palestinienne, Jawwal, ont réouvert, bien que cela n'ait pas amélioré les graves problèmes de connexion sur le réseau mobile palestinien.

Quelques policiers du Hamas étaient de retour pour faire la circulation, bien qu'en plus petit nombre qu'avant l'offensive. Des chiffres non-confirmés établissent à 270 le nombre de policiers du Hamas qui ont été tués, principalement dans des attaques aériennes au cours de la première semaine. Dans un rassemblement de victoire, hier, dans la ville de Gaza, les supporters du Hamas ont convergé vers une place près des ruines de l'immeuble du parlement qui a été bombardé.

Source : The Independent, mercredi 21 janvier 2009

<http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/gaza-i-watched-an-israeli-soldier-shoot-dead-my-two-little-girls-1452294.html>

2-2 Tuée par Israël, dévorée par les chiens.

Un autre témoignage atroce. A l'attention de la Cour Pénale Internationale, mais aussi de nos dirigeants, soutiens inconditionnels à Israël.

Ville de Gaza – “Mon Dieu ! Je n'ai jamais vu de scène aussi terrible” s'écrie Kayed Abou Aukal. Le médecin urgentiste n'en pouvait croire à ses yeux devant les restes de ce qui, quelques jours plus tôt, avait été Shahd, une petite fille palestinienne de 4 ans, toute potelée. Elle est morte quand un obus israélien a été tiré dans la cour de sa maison, dans le camp de réfugiés de Jabaliya, au nord de la Bande de Gaza. Lorsque ses parents ont tenté de se précipiter au secours de leur enfant, tombée à terre dans une mare de sang, une pluie de balles israéliennes les a tenus à distance. Durant les cinq jours suivants, ce qui restait de Shahd est resté dehors, voué à être déchiqueté par les chiens.

« Les chiens n'ont pas laissé intacte une seule partie de la pauvre petite » dit Abou Aukal à travers ses larmes. « Nous avons vu au cours des 18 derniers jours des scènes à fendre le cœur. Nous avons ramassé des enfants dont les corps étaient déchirés ou brûlés, mais rien qui arrive à ce point ».

Cinq jours durant, le frère de Shahd, Matar, et son cousin Mohammed, ont essayé en vain d'atteindre le corps. A chaque fois les forces d'occupation israéliennes ont tiré sur eux. Voyant le corps du petit ange mis en pièces par la meute des chiens, tous deux ont fait une ultime tentative, qui fut pour eux la dernière. Ils ont été submergés de

balles israéliennes avant même d'avoir pu atteindre le corps de Shahd, s'ajoutant ainsi à une longue liste de plus de 900 Palestiniens tués par Israël depuis le 27 décembre.

Avec calme, Omran Zayda, un jeune voisin, assure que les Israéliens savaient fort bien ce qu'ils faisaient. « Ils ont chassé sa famille et l'ont empêchée d'arriver jusqu'à son corps, sachant que les chiens le mangeraient », dit-il. « Ils ne se contentent pas de tuer nos enfants, ils le font délibérément de la manière la plus haineuse et inhumaine ». Selon Zayda, les mots, et même les caméras, ne peuvent rendre compte de l'horreur de la scène. « Vous ne pourriez jamais imaginer ce que les chiens ont fait à son corps innocent » dit-il en retenant ses larmes. Nombreux sont les Palestiniens qui insistent sur le fait que Shahd n'a pas été le premier ou l'unique cas de ce type. A Jabaliya, au moment où la famille d'Abd Radou essayait d'enterrer trois de ses morts, les forces israéliennes ont commencé à tirer sur eux, déclarent des témoins. Ils ont ensuite lâché leurs chiens vers les corps abandonnés par leurs proches en deuil qui cherchaient refuge contre les tirs israéliens. « Ce qui est arrivé est terrifiant et impensable » a commenté Saad Abd Rabou. « Nos fils mouraient sous nos yeux et on nous empêchait même de les inhumer », dit-il « Les Israéliens ont juste lâché leurs chiens vers leurs corps, comme si ce qu'ils avaient commis ne suffisait pas ».

Ola Attallah

20-01

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3677>

2-3 Ahmed Loufti : Israël a tout fait pour liquider les intellectuels palestiniens,

surtout de gauche, dans ses tentatives d'oblitérer la mémoire et l'identité de cette nation.

Nous sommes dans le temps légitime de l'indignation et de la dénonciation du massacre, mais je ne me résigne jamais à donner au destin humain l'apocalypse pour issue. Je crois qu'il faut partir du projet impérialiste et colonialiste qui a été mené en Palestine, sous couvert de la création ex nihilo d'un Etat d'Israël, pour le contrecarrer. Un des crimes israélien, c'est-à-dire le sionisme comme pont avancé de l'occident a été de tenter d'étouffer les voix palestiniennes. Et pas n'importe lesquelles, les voix de gauche, les voix communistes, celles qui combattaient tout en cherchant une issue humaine,, internationaliste. Il n'y a pas eu qu'Henri Curiel d'assassiné, voici l'histoire de Ghassan Kanafani racontée par el Arham, l'hebdomadaire égyptien en langue française. S'il était un projet auquel j'aimerais participer ce serait celui de la renaissance et de la connaissance de cette culture palestinienne, ce serait une oeuvre de vie sur la volonté de mort.

Assassiner la culture palestinienne

Beyrouth, juillet 1972 ... une bombe est placée dans la voiture de Ghassan Kanafani. Elle explose. L'écrivain palestinien est tué, lui et sa nièce de 17 ans. Une opération du Mossad, comme l'ont dénoncée les Palestiniens et que les Israéliens ont par la suite reconnue après une série de mensonges cousus de fil blanc. L'assassinat de Kanafani a ceci de significatif qu'il a été l'un des premiers à dévoiler un plan israélien d'éliminer les intellectuels palestiniens et liquider en général la gauche. Un stratagème qui entre dans le cadre d'un effacement de l'identité palestinienne, toujours voulu depuis l'usurpation de la Palestine par les sionistes en 1948. Historiens et analystes soulignent ainsi que l'attentat contre Kanafani rappelle ceux dits de la « vengeance de Munich », alors que la prise d'otages des Jeux Olympiques (JO) de Munich a eu lieu après son assassinat, ce qui pousse à demander si la volonté de liquider les intellectuels palestiniens ne daterait pas d'avant Munich.

Dans un rapport officiel, Israël a admis que ses agents du Mossad avaient assassiné le romancier, auteur de nouvelles et dramaturge palestinien. Le journal israélien Yediot Aharonot a publié le rapport d'Eitan Haber, qui a révélé des informations sur l'assassinat de Kanafani et d'autres opérations qu'Israël a effectuées. Haber, qui fut porte-parole du premier ministre israélien assassiné, Ytzhak Rabin, et l'homme qui écrivait ses discours, a publié un livre avec Michael Bar Zohar, intitulé La Poursuite du Prince rouge. Le Yediot Aharonot indique qu'après qu'un groupe de Palestiniens a enlevé 11 athlètes israéliens qui participaient aux JO de Munich, la police allemande a tué certains des Palestiniens et tous les athlètes israéliens. Haber a indiqué que les Allemands, encouragés par Israël, n'ont pas eu l'intention de libérer les otages. « Les policiers allemands ont attendu à l'aéroport et ont ouvert le feu sur le groupe de Palestiniens et leurs otages », écrit Haber, deux ans après l'incident. Il a été révélé que tous ceux qui ont été tués l'ont été par les snipers allemands, démentant un gros mensonge véhiculé par Israël, et même par l'Occident, selon lequel ce sont les Palestiniens qui les avaient tués. « Pourtant, le premier ministre israélien de l'époque, Golda Meir, a publié un ordre pour former un comité ministériel afin d'assassiner des personnalités palestiniennes et se venger », ajoute Haber.

Le comité a été formé et était composé des personnalités israéliennes suivantes : Moshé Dayan, qui était ministre israélien de la Défense, le ministre des Affaires étrangères Yigal Alon, le ministre sans portefeuille Yesrael Galilee, le chef du Mossad Zfika Zamir, les conseillers aux Renseignements de Meir, Aharon Yariv et Rahbaam Zeevi, qui a été assassiné par un groupe de Palestiniens en 2001, alors qu'il se trouvait à l'hôtel Hayat à Jérusalem. Un autre Palestinien qui a été assassiné, bien qu'il n'ait eu aucun lien avec l'incident de Munich, fut le professeur Basel Al-Kabeesy, qui a été abattu à Paris en mars 1973. Autre crime dans la série israélienne contre les intellectuels palestiniens, Kamal Nasser (1925-10 avril 1973). C'était un homme politique et un poète. Membre important de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), il meurt assassiné par le Mossad, au côté d'Abou-Youssef et de Kamal Adouan lors de ce massacre de Beyrouth en 1973. Sa biographie est significative. Kamal Nasser est né à Bir Zeit en 1925. Chrétien, il est, avant le partage de la Palestine, fiancé à une juive. Il étudie à l'Université américaine de Beyrouth et enseigne le droit à Jérusalem. Il est aussi journaliste. Il intègre le parti

Baas est directeur de publication du journal Al-Baas à Ramallah. Il compose aussi pour Al-Jil al-jadid, un périodique littéraire.

Entre-temps, la déclaration d'indépendance de l'Etat d'Israël est faite et la guerre israélo-arabe de 1948-1949 éclate. La Transjordanie gagne la Cisjordanie et devient alors la Jordanie. Ainsi, en 1956, il est élu député Baas au Parlement jordanien. Mais en 1947, il est contraint à l'exil par le roi Hussein. Il part pour Le Caire et admire l'union entre la Syrie et l'Egypte en 1958. Il est très déçu de l'échec de la République arabe unie en 1961 et s'attaque alors par écrit au président égyptien Gamal Abdel-Nasser, et finit par être expulsé.

Il séjourne tout d'abord à Paris, puis rejoint Damas. Il retourne finalement en Palestine, à Ramallah, peu avant le déclenchement de la Guerre des six jours. Israël conquiert la Cisjordanie, ce qui permet à Nasser de rencontrer des personnalités israéliennes. Il crée avec Ibrahim Bakr le Groupe de Ramallah, et finit par être expulsé en décembre 1967.

Il rejoint l'OLP dès son expulsion. Il devient l'éditeur du journal de l'OLP, Filastin al-thawra. De février 1969 à juillet 1971, il entre dans le comité exécutif de l'OLP et sert d'unique porte-parole de l'organisation. Une vie bien significative d'un Palestinien qui a tenté le dialogue tout en menant la lutte. Mais pour un Israël décidé d'en finir avec les Palestiniens, il faut surtout liquider les hommes de culture et d'une paix éventuelle.

D'ailleurs, Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires étrangères, avait été engagée par le Mossad, et plusieurs sources indiquent qu'elle participait à l'époque à des missions commandos à l'étranger. Membre d'une unité spécialisée dans l'assassinat des « ennemis d'Israël », elle aurait notamment participé à la liquidation de dirigeants de l'OLP lors de séjours en Europe. C'est bien sans commentaire.

Ahmed Louffi

<http://socio13.wordpress.com/2009/01/28/jerusalem-israel-a-tout-fait-pour-liquider-les-intellectuels-palestiniens-surtout-de-gauche-dans-ses-tentatives-d%e2%80%99obliterer-la-memoire-et-l%e2%80%99identite-de-cette-nation/>

2-4 Samera Esmeir : Les horreurs de la paix d'Israël. .

Trois semaines après le début de la guerre contre Gaza, Israël a déclaré un cessez-le-feu unilatéral mais en refusant de mettre un terme à ses opérations dites défensives.

En réponse, le Hamas a déclaré un cessez-le-feu laissant une semaine à Israël pour retirer ses troupes.

Pour beaucoup, en Occident, le cessez-le-feu pourrait sembler un motif de réjouissance, dans la mesure où la cessation des hostilités de part et d'autre conduira peut-être au renouveau du processus de paix. Mais il y a des raisons d'être critique à propos de ce cessez-le-feu parce qu'il perpétue une situation dans laquelle Israël agit unilatéralement. Ce dont nous sommes actuellement les témoins, c'est une nouvelle phase de la catastrophe de Gaza. Si les caractéristiques de cette phase ne sont pas encore connues, la violence d'Israël est devenue toujours plus évidente. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le Premier ministre israélien Ehoud Olmert n'a pas une seule fois prononcé le mot « *paix* » dans son discours d'annonce du cessez-le-feu. Le « *processus de paix* » pourrait bientôt se révéler comme l'autre face de la pièce de la guerre – sa continuation par d'autres moyens – qui, simultanément, l'alimente.

Il y a au moins deux leçons à glaner dans cette guerre contre Gaza. La première est de considérer comment tant la guerre que les cessez-le-feu unilatéraux constituent des stratégies en vue de l'extension du pouvoir d'Israël sur la population palestinienne de Gaza, aussi bien que de la transformation de cette population. Israël demande unilatéralement une coexistence pacifique avec les Palestiniens qui doivent se résigner à leur emprisonnement – sinon, il les menace de la destruction de leurs vies, et il le fait. Les Palestiniens ont deux « *options* » dans le script israélien : l'obéissance ou l'annihilation. L'obéissance n'est pas une alternative à la destruction, mais un autre moyen anesthésier une population à l'intérieur de la vie. Cela impose de refaire des Palestiniens de Gaza des bénéficiaires indigents de l'aide humanitaire, donc dociles et dépendants. Pire, cette aide humanitaire est plus souvent refusée qu'accordée. Autrement dit, Israël demande que les Gazaouis apprennent à vivre dans leur prison territoriale pour les décennies à venir, tout en demeurant sous occupation israélienne et en ne manifestant aucun signe, sous la forme d'un missile ou autrement, de leur existence de privations dans ce monde. Ils ont l'ordre, au contraire, de rester des statistiques dans des rapports d'agences humanitaires internationales, ou encore des histoires nourrissant des journalistes pleins de compassion. Telle est la signification des propositions initiales, israéliennes et égyptiennes, en vue de l'établissement avec le Hamas d'une « *houdna* », ou trêve, (donc sans résistance palestinienne) pour une durée de 15 ou 30 ans. Un scénario magnifique pour deux Etats en situation de guerre, mais un scénario qui est loin d'être juste, lorsqu'il s'agit d'un Etat occupant la terre de l'autre partie. La proposition, faite par le Hamas, d'une *houdna* d'un an était, en un certain sens, une tentative pour éviter les options, aussi désastreuses l'une que l'autre, de l'obéissance ou de l'annihilation.

Que pouvons-nous conclure de l'offre unilatérale israélienne d'un cessez-le-feu ? Dans quelles conditions Israël reprendra-t-il sa destruction brutale de la population palestinienne ? Les termes que les Palestiniens doivent accepter, selon Israël, s'ils veulent éviter un autre round brutal de destructions, sont les suivants : rester silencieux dans des conditions d'occupation et résister à la tentation de résister à l'occupation. En d'autres termes, Israël exige maintenant que les Palestiniens oublient leur situation, marquée par la longue histoire de leur lutte contre l'inépuisable projet israélien de colonisation. Au lieu de quoi, ils doivent se métamorphoser en personnes-du-présent, sans mémoire, sans traumatismes ni aspirations. Bref, Israël mène une guerre pour tuer la vie, tout en proclamant un cessez-le-feu afin d'éradiquer des sujets politiques. Dans la perspective d'un jeune Gazaoui, les deux possibilités sont horribles : être tué ou être le témoin silencieux de la mort – mettre fin à sa vie ou se tuer en tant qu'être humain politique et éthique. Dans les deux cas, il y a meurtre. La seule différence,

c'est que la seconde mort n'apparaît pas aussi sensationnelle ni aussi abominable sur les écrans de télévision. Elle ne fait, en effet, l'objet d'aucune mention dans les principaux médias, dans la mesure où ils ne reconnaissent pas que priver un peuple, en situation d'occupation, de son combat politique revient à demander à ce peuple d'accepter pour mode de vie une soumission meurtrière et un emprisonnement.

La dualité obéissance/annihilation qui caractérise la psyché israélienne officielle est trompeuse. Son caractère illusoire ne diminue en rien, néanmoins, ses opérations mortelles. L'illusion consiste à croire que les Gazaouis, traumatisés par la guerre, seront transformés en sujets dociles de l'assistance humanitaire conduite non seulement par les gouvernements occidentaux, premiers responsables du blocus de Gaza, mais aussi par Israël, la puissance occupante de Gaza et des autres territoires palestiniens. L'illusion tient donc dans la croyance que les Palestiniens accepteront tranquillement les termes de l'occupation et leur emprisonnement permanent jusqu'à ce qu'Israël leur accorde un Etat palestinien. Piégées dans la dualité annihilation/obéissance, ces illusions font entrevoir la maîtrise de l'occupant dans la paix et la guerre.

Manifestement, on ne peut dire clairement si Israël est en mesure de réussir à limiter les options des Palestiniens à un « *choix* » entre destruction et obéissance. Beaucoup de Palestiniens disent effectivement : « *Non au processus de paix* » et « *Non à la guerre* », sous l'occupation en cours. Et c'est ici que réside la seconde leçon à tirer de Gaza. La paix n'est pas, aujourd'hui, l'opposé de la guerre. Elle est plutôt l'autre face de la même pièce. L'appel de douze Etats arabes à suspendre l'Initiative de Paix arabe reflète une compréhension des horreurs de la paix. Les dirigeants de ces Etats ont compris que l'Initiative arabe fournissait à Israël une ouverture de paix encourageant Israël, plutôt que décourageant Israël à mener une guerre contre les Palestiniens qui refusent de se joindre à la chorale de la paix alors qu'ils restent sous occupation. Que le processus de paix, qui a débuté dans les années 90 et dont les rituels se sont amplifiés ces deux dernières années en réponse à l'élection du Hamas, constitue le terreau d'où a surgi la guerre contre Gaza.

Comme processus non limité dans le temps, la paix à Gaza a mobilisé des opérations disciplinaires et mortelles ; car soit on se conformait aux termes du processus de paix en espérant que, peut-être, les petits-enfants verraient la fin de la colonisation, soit on courait le risque d'être arrêté, torturé et tué par Israël ou ses sous-traitants. Mais pire, et comme le montrent les efforts diplomatiques entourant la guerre de Gaza, la paix est aussi devenue une sorte d' « *impératif de civilisation* » auquel les Palestiniens sont priés de se conformer, tout en abandonnant leur résistance à l'occupation en cours. Ce n'est que s'ils le font qu'ils rejoindront le monde civilisé ; à défaut, ils seront considérés comme de malfaisants terroristes. Est-il nécessaire d'ajouter que les interventions de cet « *impératif de civilisation* » sont de loin plus violentes que celles qu'il cherche à réprimer ? Confronté à un refus palestinien de continuer à jouer le jeu, le processus de paix à durée indéterminée engendre, suscite et attise des opérations qui amènent la puissance – comme nous l'avons vu durant la guerre de trois semaines – à anéantir, effacer et démanteler tout ce qui se reste debout face au nouvel « *impératif de civilisation* ». Faire la paix en Palestine, et en d'autres endroits du monde, est notre mission contemporaine de civilisation, et elle est mortelle.

La réunion du Sommet Economique Arabe au Koweït pourrait conduire – ou ne pas conduire – à la suspension de l'Initiative de Paix arabe. Le processus de paix entre l'Autorité Palestinienne et Israël pourrait aussi survivre au récent désastre. Mais en attendant, Gaza révèle que ce qui semble une opposition entre la guerre et la paix, l'obéissance et l'annihilation, n'est pas réellement telle. Une face alimente bien plutôt l'autre face en renforçant ses possibilités. Il devrait dès lors être évident que le choix entre le processus de paix et la guerre n'en est pas vraiment un, dans la mesure où il ne s'agit pas de deux projets radicalement différents.

Les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza sont soumis à l'occupation israélienne depuis 41 ans. Dans l'intervalle, ils ont pris part à un processus de paix pendant plus de 18 ans. Presque la moitié de leurs années d'occupation – qui remonte à 1967 – se sont passées à des représentations-prestations de la paix. Ce simple fait ne devrait-il pas nous alerter à propos de l'affinité entre la paix et l'occupation, l'obéissance et la destruction ? Ne pourrait-il nous révéler que la paix n'est pas toujours la solution à la guerre, mais qu'elle est souvent le fond à partir duquel la guerre est menée ? Et si on entend l'alerte, pouvons-nous commencer à nous réveiller au carillon de la paix et pas seulement au bruit des bombes de la guerre ?

Samera Esmeir

Juriste diplômée de l'Université de New York, Samera Esmeir est professeur au département de rhétorique de l'Université de Californie, à Berkeley. Elle fait partie du comité éditorial de Middle East Report.

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

Al-Ahram Weekly, 22 - 28 janvier 2009 / No. 931

<http://weekly.ahram.org.eg/2009/931/re3.htm>

3 Annexe

3-1 B. Michael : La guerre de Gaza en résumé.

L'armée israélienne a-t-elle tiré les leçons de sa dernière performance ?

Pas sûr. Les éloges que l'on répand en ce moment sur l'armée israélienne méritent vérification.

Cette armée a pris part à deux guerres.

Au Liban, on lui tirait dessus et elle s'en est tirée de justesse.

A Gaza, on ne lui a presque pas tiré dessus et elle a tout de suite « *gagné* ».

Par conséquent, la seule conclusion savante que nous pouvons, pour le moment, tirer des événements de Gaza, c'est qu'il est beaucoup plus facile de gagner sans ennemi.

Les Palestiniens ont-ils appris la leçon ?

Non. La mort et la destruction n'instruisent pas les nations. C'est comme ça. Plus de 1000 Israéliens ont été tués durant la seconde Intifada, et pourtant cela n'a pas fait de nous des pacifistes. Cela ne nous a pas non plus rendus modérés ou logiques.

Notre capacité de dissuasion a-t-elle été restaurée ?

Non ; notamment parce que nous n'avons jamais eu de « capacité de dissuasion ».

Cela fait des dizaines d'années qu'Israël pulvérise les Palestiniens et pourtant ceux-ci éprouvent des difficultés à saisir la chose et continuent à ne pas être dissuadés. Ce sera encore le cas cette fois-ci.

Avons-nous fourni au monde la preuve que le Hamas se cache parmi les civils ?

Je suis désolé mais nous n'avons pas fait cela non plus.

Nous sommes les seuls à pouvoir gober ce prétexte.

Gaza est encombré de civils et les mouvements clandestins ne sont pas des armées. Ils vivent au sein de leur peuple. Menachem Begin ne se cachait-il pas dans un immeuble résidentiel du nord de Tel Aviv ? Et les kibboutzim et autres communautés n'étaient-elles pas truffées de mythiques caches d'armes ? Et les membres du mouvement clandestin de la Haganah ne se cachaient-ils pas parmi les femmes et les enfants ? Et les routes des communautés proches des frontières n'étaient-elles pas minées, comme protection contre une invasion d'armées arabes ? Mais comment puis-je comparer. Après tout, ça c'est nous et eux c'est eux.

La moralité de l'armée a-t-elle été démontrée une nouvelle fois ?

Oy vey. Une armée morale, ce n'est pas une armée qui tue des civils pour s'empresser ensuite de se faire une gloire de sa haute moralité. Une armée morale est une armée qui s'écarte de son chemin pour éviter de tuer des civils, même au prix d'une prise de risque. Lorsque le brutal occupant britannique a assassiné le commandant du gang Stern, il l'a abattu à bout portant, dans sa planque au cœur d'un quartier de Tel Aviv.

Moral lui, l'occupant israélien aurait apparemment largué une bombe d'une tonne sur tout le quartier et expliqué qu'il ne voulait pas mettre ses troupes en danger.

Les médias ont-ils tiré les leçons du passé ?

Très certainement. Le chien de garde de la démocratie a été merveilleusement dressé au point de devenir un chien avide de caresses et dont le seul désir est de protéger le gouvernement. Comme quoi, il est tout de même sorti quelque chose de toute cette opération, après tout.

B. Michael

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

Ynet, 23 janvier 2009

www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3660821,00.html

3-2 Vivien Pertusot : La politique étrangère d'Obama sera ouverte d'esprit et... américaine.

« Dans ce monde incertain, le temps est venu pour un nouveau commencement, un nouveau leadership américain pour surmonter les défis du XXI^e siècle et pour saisir les opportunités que comportent ces défis », déclarait le Président Barack Obama le 1^{er} décembre dernier lors de l'annonce de son équipe de sécurité nationale.

. En arrière-plan aussi se joue la grande bataille des nominations aux postes médiatiquement moins exposés, mais stratégiquement tout aussi essentiels.

Les modèles de gestion de politique étrangère

Kurt Campbell, directeur du think tank Center for a New American Security et futur chargé des questions Asie-Pacifique au Département d'Etat, et James Steinberg, doyen de l'école d'affaires publiques de l'Université du Texas et futur adjoint d'Hillary Clinton, ont publié un peu avant les élections un article dans la revue semi-universitaire *The Washington Quarterly* abordant les questions de politique extérieure dans la phase de transition présidentielle 1. Ils établissent trois principaux modèles de gestion des affaires étrangères. Le premier concentre les pouvoirs dans le Cabinet, notamment les secrétaires d'Etat et de la Défense, comme c'était le cas sous Dwight Eisenhower avec John Dulles, chef de file de la diplomatie. Le deuxième prévoit le rôle accru du Conseil de sécurité nationale, dont les duos Jimmy Carter avec Zbigniew Brzezinski et Richard Nixon avec Henry Kissinger sont les principaux exemples. Le troisième implique une prédominance du Président, ce qui était le cas sous Franklin Roosevelt.

La place du vice-Président est laissée en suspens. Dans *Wreath Layer or Policy Player*, Paul Kengor, professeur au Grove City College, montre le rôle accru du colistier depuis la fin de la Guerre froide, mais son influence dépend de sa relation avec le secrétaire d'Etat 2. Ainsi, sous la présidence de George Bush père, le Secrétaire d'Etat James Baker a entravé toute possibilité pour Dan Quayle de jouer un rôle international. A l'inverse, le premier secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Warren Christopher, a laissé une grande marge de manœuvre à Al Gore, d'ailleurs souvent considéré comme le plus proche collaborateur de Clinton sur les affaires étrangères.

Vers une prédominance du Cabinet chez Obama

L'administration Obama devrait probablement opter pour une politique étrangère concentrée autour des deux secrétariats en charge des questions extérieures et de défense. Toutefois, le Président a fait le choix d'une

stratégie dont les avantages sont ses pires inconvénients. Campbell et Steinberg énumèrent quatre pools de candidats pour les postes de direction : ceux qui étaient déjà en exercice, c'est le cas du Républicain Robert Gates à la Défense ; ceux qui ont fait partie de la campagne, comme Susan Rice, qui a hérité du poste d'ambassadeur à l'ONU – qu'Obama a élevé au rang de poste de cabinet – ; les « all-stars », qui sont des personnes respectées dans le milieu des affaires étrangères, à l'instar du Général James Jones, futur conseiller à la sécurité nationale ; et ceux qui manquent d'expérience au niveau international, mais qui jouissent d'une imposante stature, rôle qu'Hillary Clinton au Département d'Etat pourrait remplir.

Joe Biden, avide de politique étrangère, a déjà annoncé qu'il servirait son Président, une pique adressée à Dick Cheney, qui s'était constitué son propre conseil de sécurité nationale. Biden sera néanmoins très impliqué dans les décisions de politique étrangère ; c'est une des raisons principales pour lesquelles Obama l'a choisi et la pléthore de dossiers épineux exige de s'engager à plusieurs.

A suivre le modèle de Campbell et Steinberg, la diversité des nominés d'Obama est donc son meilleur avantage pour éviter l'effet « groupthink »³, mais également, son pire inconvénient. Il sera fondamental pour le prochain Président de s'affirmer au-dessus de la mêlée, car des dissensions risquent d'émerger entre les différentes équipes sur les stratégies à suivre.

Les think tanks : pourvoyeur d'experts

Au sein des différents organes, les spéculations vont encore bon train. Ces batailles sont en marge de la couverture médiatique, mais constituent des indices de l'orientation générale de la prochaine présidence. Contrairement à la France où une continuité dans l'administration existe malgré les changements de personnes en charge, aux Etats-Unis, chaque élection donne lieu à un impressionnant chassé-croisé, même si cela reste limité aux postes à moyennes et hautes responsabilités.

Les lieux privilégiés de sélection sont les think tanks, ressources inépuisables d'experts en quête (ou reconquête) de postes gouvernementaux. Barack Obama s'inscrit dans cette tendance. Susan Rice est issue de la prestigieuse Brookings Institution au même titre que Philip Gordon, qui sera en charge des relations avec l'Europe pour Clinton. Un des chefs de l'équipe de transition John Podesta est directeur du Center for American Progress (CAP). James Jones est directeur de l'Atlantic Council of the United States. Kurt Campbell et Michele Flournoy, tous deux du Center for a New American Security (CNAS), font partie de l'équipe de transition sur les questions de défense et de politique étrangère. Dans les nombreuses rumeurs qui courent et postes déjà annoncés, plusieurs think tanks sont récurrents, principalement la Brookings, le CAP et le CNAS, plus proche d'Hillary Clinton. A l'exception du CAP, clairement Démocrate, la Brookings et le CNAS sont indépendants.

Une indépendance à l'image des positions plutôt centristes que le Président a adoptées en politique étrangère et qui décevra les plus enthousiastes de son élection, qui le voyait comme l'homme du changement. Barack Obama n'est-il pas souvent comparé à John Kennedy, celui-là même qui a déclaré en 1963 que « *le but de la politique étrangère n'est pas de fournir un exutoire à nos sentiments d'espoir et d'indignation ; c'est de façonner de vrais événements dans le vrai monde* »⁴ ?

¹ Kurt Campbell et James Steinberg, "Managing Foreign Policy and National Security Challenges in Presidential Transitions", *The Washington Quarterly*, Vol.31 No.4, Autumn 2008.

² Paul Kengor, *Wreath Layer or Policy Player : the Vice President's Role in Foreign Policy*, Lanham, MD. : Lexington Books, 2000.

³ Irving Janis, *Victims of Groupthink : A Psychological Study of Foreign-Policy Decisions and Fiascoes*. Boston, MA. : Houghton Mifflin, 1972. Le « groupthink » est un principe selon lequel un groupe, dont les individus partagent les mêmes visions, cherche à minimiser les conflits pour trouver un consensus, ce qui limite le champ des possibles.

⁴ Discours donné le 26 septembre 1963 à Salt Lake City.

Vivien Pertusot, Assistant de recherche à l'IRIS

27 janvier

<http://www.palestine>

solidarite.org/analyses.Vivien_Pertusot.260109.htm

3-3 La responsabilité des Etats-Unis dans les conflits du Moyen-Orient et le drame palestinien.

En conclusion, on peut affirmer que la politique moyen-orientale de l'administration Bush a fait faillite en occupant l'Irak sans raison valable, en s'alignant inconditionnellement sur les intérêts d'Israël et en ignorant les droits du peuple palestinien à fonder un Etat et enfin, en donnant de la vigueur à l'islam radical. Les responsables cachés de cette faillite sont à rechercher aussi auprès du complexe militaro-industriel et du lobby juif dont les intérêts convergent sans aucun doute.

Abderrahmane Iddir - Le Quotidien d'Oran

Au moment où Israël s'engage dans une nouvelle aventure barbare contre le peuple palestinien spolié et martyrisé, il est nécessaire de rappeler que les Etats-Unis d'Amérique ne peuvent pas et ne doivent pas oublier leur pleine responsabilité dans l'entreprise guerrière de leur allié inconditionnel dans la bande de Gaza et du pourrissement de l'affaire palestinienne, par la volonté de l'Etat juif de ne faire aucune concession à leur voisin parce qu'ils n'ont aucune envie de voir naître, à leur côté, un Etat palestinien.

En s'opposant de nouveau au Conseil de sécurité à un cessez-le-feu contre la nouvelle aventure israélienne, comme pour l'avant-dernière guerre contre le Liban, les Etats-Unis, version Bush, révèlent de nouveau au monde leur vrai visage : une puissance injuste et sans coeur, qui ignore les droits et la souffrance du peuple palestinien de Gaza soumis à un blocus inhumain depuis longtemps, et dont l'agressivité contre son voisin n'est rien d'autre que la manifestation d'une détresse extrême face à la violence implacable d'Israël et à l'indifférence du monde entier.

Ainsi, les Etats-Unis d'Amérique sont inévitablement impliqués depuis longtemps, dans les conflits qui secouent la région du Moyen-Orient, une région sensible qui s'étend des côtes méditerranéennes à l'ouest, à l'Iran à l'est. L'instabilité que connaît la région depuis le 11 septembre 2001 est le résultat d'une stratégie mûrement réfléchie et mise en oeuvre par une superpuissance qui a affiché nettement sa volonté de dominer le monde en le soumettant à son idéologie et à ses intérêts économiques. Cette stratégie vise les objectifs suivants :

- éradication du terrorisme qui menace la paix et la sécurité des Etats-Unis,
- contrôle et sécurité des ressources en hydrocarbures,
- libéralisation des systèmes politiques et économiques des pays de la région.

Le statut de superpuissance unique acquis après l'effondrement du bloc communiste s'appuie sur une supériorité indiscutable sur les pays du reste du monde **dans les domaines stratégique, économique et militaire.**

La volonté de puissance américaine est illustrée par :

- le déploiement des forces militaires dans le monde entier pour faire face à toute menace des intérêts américains. Quelque 700 bases et plusieurs flottes sont déployées sur les continents, les océans et les mers du globe,
- l'hégémonie de la monnaie américaine sur l'économie mondiale qui permet aux Américains de vivre bien au-dessus de leurs moyens propres, grâce à l'endettement,
- le gigantisme des multinationales qui pompent les richesses mondiales au profit des Américains qui ont le revenu par tête parmi les plus élevés du monde,
- le dynamisme scientifique et technologique qui caractérise les entreprises US et qui permet à l'Amérique de garder toujours une longueur d'avance sur ses concurrents,
- l'imposition de son modèle culturel au monde entier.

Cette volonté est l'expression d'une idéologie expansionniste forgée, depuis la formation de la nation américaine, par les premiers immigrants évangélistes venus d'Europe (1). Ceux-ci ont conquis une grande partie de l'Amérique du Nord en éliminant ses habitants d'origine, les Indiens, et en refoulant aux confins du sud du continent les Mexicains. Au nord, ils auraient fait la jonction avec l'Alaska s'ils n'avaient pas été contenus par l'Angleterre, leur ancienne puissance coloniale, mais qu'à cela ne tienne, le Canada a échappé à l'appétit territorial américain mais il est devenu le paradis de ses entreprises multinationales.

Autrefois isolationniste, la nation américaine est allée à la conquête économique du vaste monde après la Deuxième Guerre mondiale. Le partage du monde en deux blocs antagonistes, qui en a résulté, lui a donné de nouvelles opportunités d'expansion, sous couvert de la lutte contre le communisme et la défense du monde libre. Pendant la période de la guerre froide, l'islam a été utilisé pour endiguer le marxisme athée, et cette stratégie de la manipulation religieuse à des fins idéologiques a encouragé l'islamisme politique violent qui s'est retourné contre son propre concepteur et qui a contaminé le monde entier. En effet, les USA ont instrumenté les pays musulmans de la bordure sud de l'ex-URSS, principalement l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Pakistan et l'Afghanistan. En soutenant les régimes féodaux adossés à un islam conservateur et la résistance afghane contre le régime local pro-soviétique, ils ont contribué à déclencher la révolution islamique iranienne, à faire émerger le régime des Talibans et l'organisation d'Al-Qaïda. Enfin, ils ont permis aux djihadistes arabes, qui ont combattu en Afghanistan, de rentrer dans leurs pays où ils ont créé les mouvements islamistes radicaux, comme en Algérie, en Egypte, en Arabie Saoudite, au Soudan,... En Palestine même, le Hamas devenu aujourd'hui l'ennemi juré d'Israël a été créé par ce pays, en s'inspirant de son protecteur les USA pour contrer les organisations de résistance laïques palestiniennes comme le Fatah de Yasser Arafat.

Après l'effondrement du communisme, l'Amérique s'est inventée un nouvel ennemi pour justifier sa présence et son influence dans les régions conquises et à conquérir : le terrorisme international, un épouvantail contre lequel s'est rallié le monde entier, horrifié par les attentats du 11 septembre 2001. Bien qu'ayant payé lourdement cette politique égoïste et à courte vue, ils n'ont pas encore tiré les leçons de leurs errements. Ils sont toujours, par intérêt égoïste, les alliés des pays qui constituent les deux plus grands foyers de l'islamisme obscurantiste et intolérant, l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

Dans le domaine économique, la mondialisation est en train de remettre en cause la suprématie américaine avec l'émergence de nouveaux pôles de puissance : l'Union européenne, la Chine et la Russie apparaissent déjà comme les vrais menaces de demain et les stratèges de Washington cherchent fébrilement le moyen de les contenir sinon de les contrôler, même par la guerre. Dans ce domaine, le Moyen-Orient constitue le terrain de manoeuvre privilégié des Etats-Unis. Ils y interviennent essentiellement pour protéger leurs approvisionnements et contrôler les robinets de pétrole et de gaz. En effet, cette région renferme la moitié des réserves mondiales en hydrocarbures et fournit actuellement le tiers de la consommation mondiale. Les entreprises américaines opèrent dans tous les pays producteurs de pétrole, notamment dans les pays de la Péninsule arabique, premiers exportateurs mondiaux de pétrole et de gaz naturel.

Les deux guerres du Golfe de 1990 et 2003, provoquées et dirigées par les Etats-Unis et leurs alliés, ont eu pour principale motivation, la protection et le libre accès aux ressources en hydrocarbures de la région. Certes, les prétextes avancés pour justifier ces interventions étaient plus ou moins recevables. En 1990, l'Irak avait envahi le

Koweït et menaçait de fait l'Arabie saoudite, le plus grand exportateur mondial de pétrole. Le monde entier s'est rallié à la cause américaine y compris la majorité des pays arabes.

En 2003, l'Irak était accusé de posséder des armes de destruction massive et d'aider les organisations terroristes. En dépit des enquêtes de l'Agence Internationale de l'Energie qui n'ont rien révélé de sérieux et de l'opposition de l'opinion mondiale et de certains membres du Conseil de Sécurité, détenteurs du droit de veto comme la France et la Russie, les Etats-Unis ont pris la lourde responsabilité d'attaquer l'Irak pour, disent-ils, détruire la menace irakienne qui pèse sur la sécurité internationale et celles de l'Amérique. Pour arriver à leurs fins, les deux principaux va-t-en-guerre de cette aventure irakienne, les USA et le Royaume-Uni ont fabriqué de toutes pièces de faux rapports impliquant le régime irakien dans la fabrication d'ADM. Et de fait, les Américains, une fois sur place, n'ont trouvé aucun indice de telles armes. L'administration Bush a dû trouver une autre justification moralisatrice à son entreprise guerrière : abattre la tyrannie d'un dictateur aventurier et sanguinaire et promouvoir la démocratie en Irak, au profit du peuple irakien opprimé.

En matière d'implication de l'Irak dans le terrorisme international, là aussi les Etats-Unis n'avaient aucune preuve tangible de l'implication de ce pays. D'ailleurs, le régime de Saddam Hussein était un des rares régimes laïcs arabes et de ce fait, il ne pouvait objectivement utiliser les islamistes radicaux et encore moins faire cause commune avec Al-Qaïda pour perpétrer des attentats dans le monde. Qu'à cela ne tienne, les USA ont réussi à trouver un lien du régime irakien avec Al-Qaïda. Le 5 février 2003, à la veille de l'intervention américaine, Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain a cité dans son discours au Conseil de sécurité, pour la première fois, le nom de Zarkaoui (2) comme étant le chef d'un réseau terroriste affilié à Al-Qaïda activant en Irak. Ce sont les Kurdes qui auraient révélé l'existence du Jordanien, un islamiste radical qui a purgé une peine de prison dans son pays et qui rêvait de se battre contre les régimes arabes corrompus. Il est passé par les camps d'entraînement en Afghanistan où il a rencontré Ben Laden sans lui faire allégeance. Il s'est réfugié au Kurdistan irakien après la défaite des Talibans, où il a effectivement créé et dirigé un camp d'entraînement de combattants. Après l'invasion de l'Irak en 2003, Zarkaoui a trouvé sa voie en s'engageant dans la résistance avec l'aide des sunnites partisans de Saddam. La jonction avec Al-Qaïda n'a eu lieu qu'après l'occupation américaine, le 27 décembre 2004, quand Ben Laden l'a nommé émir d'Al-Qaïda en Irak. Ainsi, la preuve américaine, fautive au départ, est devenue une réalité après leur intervention.

L'aventure irakienne a, certes, atteint son objectif stratégique inavoué de mettre la main sur les richesses en hydrocarbure du pays, les plus importantes après celles de l'Arabie Saoudite. En effet, quel que soit l'avenir de l'Irak et son statut politique, les Américains veilleront par tous les moyens au contrôle de ses ressources.

Aujourd'hui, en 2009, ils sont loin de s'être tirés d'affaire. Le prix de leur agression n'a cessé d'augmenter et leur prestige international de baisser. Car sur le terrain, les objectifs affichés sont loin d'être atteints. Au contraire, sur le plan militaire ils ont subi de lourdes pertes, dépensé des milliards de dollars pour se maintenir dans un pays en proie aujourd'hui à la guerre civile. Ils ont donné une impulsion nouvelle au terrorisme islamiste, car l'Irak est devenu rapidement le point de ralliement du terrorisme mondial. C'est le lieu où les jeunes islamistes radicaux convergent pour se venger de l'Amérique qui humilie les musulmans et les Arabes, en Palestine notamment. Les alliés des Etats-Unis en Irak, comme l'Espagne et l'Angleterre, ont été durement frappés par des attentats à Madrid en 2004 et à Londres en 2005. La résistance irakienne est visiblement composée d'organisations rivales qui n'ont pas d'unité d'action. La résistance chiite, dirigée initialement exclusivement contre l'occupant, a fini par répondre aux provocations sunnites.

Enfin, l'organisation Zarkaoui émir d'Al-Qaïda est alliée aux Sunnites contre les Américains et les Chiites. Par ses attentats meurtriers contre la population civile, elle a réussi à éviter la jonction des organisations irakiennes contre l'occupant, ce qui aurait entraîné sa marginalisation. Au contraire, Zarkaoui et ses successeurs ont réussi le tour de force d'enclencher une guerre civile meurtrière entre Sunnites et Chiites, ce qui rend encore plus difficile la sortie des Américains du guêpier où ils se sont fourrés et à l'Irak le retour à la paix et la démocratie promise. Le spectre de la disparition de l'Irak en tant que nation est en route avec le projet d'Etat fédéral réclamé par les communautés dans les nouvelles instances dirigeantes de l'Irak.

Le rêve américain de vaincre le terrorisme par la force a tourné au cauchemar. L'Amérique, ses intérêts et ses alliés sont plus que jamais la cible de ce que la superpuissance désigne sous le vocable de terrorisme international, un fourre-tout qui compte aujourd'hui des mouvements de résistance nationale comme les organisations palestiniennes, le Hisbollah libanais et les organisations irakiennes, des mouvements radicaux qui se battent contre les régimes locaux en place et enfin, l'organisation supranationale d'Al-Qaïda qui se bat contre le monde occidental pour des raisons plus idéologiques que politiques. La plupart de ces organisations ne menacent pas directement la sécurité des Etats-Unis, ni même indirectement. Le Hamas palestinien et le Hisbollah libanais défendent, malgré toutes les critiques qu'on peut leur adresser, leur terre et leur droit à l'existence contre le colonisateur le plus féroce qu'ait connu le vingtième siècle, et pourtant, elles font partie de la liste américaine des organisations terroristes à combattre. Les organisations de la résistance irakienne n'existaient pas avant que les USA occupent le pays, et le régime de Saddam Hussein n'a jamais commis à notre connaissance d'attentat terroriste contre l'Amérique alors qu'il avait des arguments solides pour le faire après la première guerre du Golfe. On se souvient des attentats commis par la Lybie sur des avions de ligne américains et français aux cours des années 70. Il s'agissait là d'un cas rare de terrorisme d'Etat qui est l'expression d'une politique hostile aux USA et la France menée par un Etat souverain qui, du reste, a été puni et mis au ban des nations pendant vingt ans par la communauté internationale, avant qu'il ne reconnaisse et expie ses fautes et devienne l'allié de ses anciens ennemis. Israël, qui pratique le terrorisme d'Etat depuis 60 ans contre ses voisins, par contre, a le droit de se défendre.

Quant aux organisations locales qui harcèlent les régimes en place dans le monde musulman et ailleurs, elles sont exclusivement dirigées contre l'autoritarisme des gouvernements, le déficit de démocratie et la misère économique et sociale. Elle touche quelquefois indirectement les USA quand ces derniers protègent et encouragent ostensiblement les dictateurs.

Quant à faire la paix avec Israël, le point nodal de tous les conflits du Moyen-Orient, le monde entier sait qu'elle dépend entièrement de cet Etat terroriste, qui est en conflit avec ses voisins depuis sa création et de son protégé américain qui lui fournit un soutien inconditionnel, politique, économique et militaire.

Cette paix ne peut être faite sur le dos des Arabes, qui ont déjà fait beaucoup de concessions et posé leurs conditions au Sommet de Beyrouth de 2004. Ils se sont engagés à reconnaître Israël s'il restitue les territoires occupés en 1967 et accepte la création d'un Etat palestinien avec, comme capitale, une partie de Jérusalem. Mais, l'Etat sioniste a dédaigné cette offre raisonnable et équitable. Il a choisi le parti de la confrontation avec la résistance palestinienne et ses autres voisins le Liban et la Syrie, fort du soutien inconditionnel et illimité de la superpuissance américaine. Celle-ci veut bien promouvoir la démocratie et la paix au Moyen-Orient. Il y va de ses intérêts stratégiques mais c'est Israël qui veut dicter les conditions de la paix avec ses voisins, et son protecteur évite de faire pression sur ce protégé turbulent et sûr de sa bonne étoile.

Ce laisser-faire de l'Amérique peut paraître surprenant et contradictoire. L'Amérique peut-elle sacrifier ses intérêts au profit d'un petit Etat qui, objectivement, n'a aucun atout stratégique aujourd'hui, ni une raison morale irrésistible qui justifient son soutien vital.

C'est bien le cas comme l'ont démontré magistralement deux universitaires américains dans une étude publiée récemment (3). En substance, le mystère de cette relation contre nature et contre le bon sens d'un Etat nain et d'un géant mondial n'en est pas un.

Israël est protégé et aidé non pas par les administrations américaines successives depuis 30 ans, mais par le puissant lobby pro-israélien qui n'est rien d'autre, qu'un Etat dans l'Etat. Les Juifs américains ne représentent pourtant que 3 % de la population des USA, soit quelque 9 millions aujourd'hui. Mais leur puissance financière et leur influence sur la politique étrangère américaine est telle, que le président américain et son gouvernement ne sont que des exécutants pour tout ce qui touche à Israël et au Moyen-Orient en général. Les intérêts d'Israël sont défendus par la puissante association juive l'AIPAC ou Comité aux affaires publiques américano-israéliennes, qui poursuit deux stratégies complémentaires : contrôler l'opinion publique américaine et internationale par le biais des médias et des « think tank », les instituts de recherche américains, en présentant la meilleure image d'Israël, notamment en le décrivant comme victime, hier des nazis, aujourd'hui des Arabes.

Les critiques contre ce pays qui défie la légalité internationale depuis 40 ans ne sont pas tolérées et étouffées et les auteurs, qu'ils soient politiques, intellectuels ou simples journalistes, sont sanctionnés chacun à la mesure de son forfait. En la matière, l'AIPAC décourage les débats publics sur Israël pour éviter tout revirement de l'opinion qui se traduirait par une baisse de soutien à son protégé. L'arme la plus puissante de l'AIPAC est l'accusation d'antisémitisme, affirment les professeurs américains.

L'AIPAC utilise son influence sur les institutions politiques américaines, le Congrès, le Sénat et la Présidence pour faire avancer les intérêts et les objectifs israéliens. Le succès d'une telle entreprise réside dans le fait que l'AIPAC finance à plus de 60 % les campagnes électorales des partis politiques américains, démocrate et républicain, pour l'élection présidentielle ainsi que celles des candidats amis aux élections législatives.

Le lobby juif a acquis même la capacité d'influencer le président américain dans le choix de ses collaborateurs. Les auteurs de l'étude américaine citent le cas de Jimmy Carter, qui a dû renoncer à la nomination comme secrétaire d'Etat de George Ball, sur intervention du lobby juif au Congrès, qui est considéré comme trop critique vis-à-vis d'Israël. Ce cas n'est pas isolé.

La puissance du lobby juif ne se limite pas aux USA et à l'AIPAC. Elle s'étend géographiquement à l'Europe où il domine la finance et les médias et organiquement à d'autres groupes de soutien à Israël, comme la communauté chrétienne des évangélistes américains dont les leaders croient que la renaissance d'Israël est l'accomplissement de la prophétie biblique, le congrès juif mondial, l'association des Juifs de France,...

Après la disparition du camp soviétique, Israël est considéré comme un fardeau par les administrations américaines successives, non seulement sur le plan financier mais sur le plan politique. En effet, Israël est bénéficiaire d'une aide substantielle de plusieurs milliards de dollars par an qui représente quelque 20 % de l'aide étrangère américaine. Il a un accès sans limite aux technologies militaires les plus modernes. Dans la croisade contre le terrorisme, Israël est perçu comme un handicap pour la politique américaine, dans la mesure où le soutien inconditionnel à l'Etat hébreu, qui occupe Jérusalem et opprime les Palestiniens, aide à rallier le soutien à l'organisation d'Al-Qaida et aux groupes extrémistes contre les USA. Quant à l'axe du mal, qui désigne aujourd'hui principalement la Syrie et l'Iran, accusés de soutenir le terrorisme en Irak et au Liban, ils ne représentent pas de menace pour les intérêts vitaux de l'Amérique, mais seulement pour Israël dont l'arsenal nucléaire est l'une des raisons pour lesquelles, hier l'Irak et aujourd'hui l'Iran veulent se doter de l'arme atomique. Enfin, la valeur stratégique d'Israël est remise en cause pour une autre raison, affirment les chercheurs, celui-ci ne se comporte pas comme un allié fidèle des USA. Il ignore fréquemment les demandes américaines et ne tient pas ses promesses sur le dossier palestinien, notamment celle de cesser la construction de colonies et de s'abstenir des attentats ciblés contre les dirigeants palestiniens. Il a mené contre son protecteur, des actions d'espionnage et livré à la Chine une technologie militaire sensible. Pourtant contre vents et marées l'administration américaine continue de fournir un soutien diplomatique, économique et militaire à un allié encombrant.

Certes, Israël a été un allié utile pendant la guerre froide. Il a réussi à contenir la poussée soviétique au Moyen-Orient en battant les armées arabes équipées par l'URSS en 1967 et en neutralisant l'Égypte après la guerre de 1973. Ce soutien avait un prix, une complication des relations avec le monde arabe et islamique. Israël n'a été d'aucun secours à l'Amérique quand la révolution iranienne a éclaté en 1979. De même, en 1990, les USA n'ont pas utilisé les bases israéliennes pour attaquer l'Irak, de peur de nuire à l'alliance contre Saddam Hussein et il en a été de même en 2003.

Après le 11 septembre 2001, l'administration Bush a bien essayé de relancer le processus politique en panne entre Israéliens et Palestiniens, en proposant sa fameuse feuille de route. L'opinion américaine était acquise à une paix négociée au Moyen-Orient mais c'était sans compter avec le lobby juif actionné par le Premier ministre israélien Ariel Charon, hostile à la relance du dialogue. Les inconditionnels d'Israël, tapis dans les institutions américaines, ont fini par faire capoter le projet et faute de ne pouvoir faire pression sur son allié, Bush a reculé en essuyant une défaite. Le remplacement d'Arafat par Mahmoud Abbas n'a pas changé les choses, car Israël poursuivait une autre politique et la disqualification du chef historique palestinien n'était qu'un prétexte avancé par ses adversaires juifs et américains. Aujourd'hui, plus que jamais, le chemin de la paix est bloqué sous l'oeil impuissant mais par ailleurs zélé et complice des Etats-Unis.

En conclusion, on peut affirmer que la politique moyen-orientale de l'administration Bush a fait faillite en occupant l'Irak sans raison valable, en s'alignant inconditionnellement sur les intérêts d'Israël et en ignorant les droits du peuple palestinien à fonder un Etat et enfin, en donnant de la vigueur à l'islam radical. Les responsables cachés de cette faillite sont à rechercher aussi auprès du complexe militaro-industriel et du lobby juif dont les intérêts convergent sans aucun doute.

Les conséquences sur la région et ses peuples sont désastreuses, un grand nombre de pays sont déstabilisés, les peuples nourrissent une haine viscérale contre Israël et son puissant allié. Les régimes sont fragilisés par la montée de l'intégrisme et du terrorisme islamiste rendant plus difficile l'ouverture d'une perspective démocratique. Les Etats-Unis ont perdu leur crédit moral de champion de la liberté et de la justice auprès de la majorité des peuples du tiers-monde.

Les Arabes en général et les Palestiniens en particulier ne doivent plus attendre d'eux qu'ils ramènent la paix et la stabilité. Ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et les pays amis, s'ils ont la volonté de changer la situation actuelle. Une politique déterminée et unitaire des pays arabes, dirigée contre la puissance américaine et son protégé, est la seule capable de sortir la région de la profonde crise où elle est plongée depuis longtemps, mais hélas, les divisions actuelles des pays arabes sont trop grandes pour y arriver dans un terme prévisible.

A moins que l'arrivée d'un président démocrate noir à la Maison-Blanche, en ce début 2009, ne refonde complètement la politique étrangère américaine au Moyen-Orient, suivie depuis longtemps par les Républicains conservateurs, en remettant à sa place Israël et en rendant enfin justice au peuple palestinien.

Notes :

1) Lakhdar Idrouj : *La démocratie de la peur, la doctrine théologique de l'américanisme*, dans *El Watan* du 23 au 25 juil. 2006

2) Loretta Napoléoni : *Le vrai visage de Zarkaoui*, dans *L'Intelligent* n°2344 du 5 déc 2005

3) John Mearsheimer et Stéphan Walt : le lobby israélien, dans *Le Quotidien d'Oran* du 28 mars au 2 avril 2006.

Voir aussi : *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine* de J.Mearsheimer & S. Walt. (ndp)

Abderrahmane Iddir - Le Quotidien d'Oran

Abderrahmane Iddir est ingénieur à la retraite

mercredi 28 janvier 2009

http://www.alterinfo.net/La-responsabilite-des-Etats-Unis-dans-les-conflits-du-Moyen-Orient-et-le-drame-palestinien_a29166.html?PHPSESSID=c1ccd73d541459835c6378a74b31cecb

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19